

OBSERVATOIRE DES ARMES WALLONNES

5^e édition

Juin 2021 — juin 2022

| | |
|---|-----------|
| Table des matières | |
| À propos de l'Observatoire des armes wallonnes | 3 |
| A. Politique en matière d'exportation d'armes | 5 |
| 1. Politique européenne | 5 |
| 2. Politique fédérale | 8 |
| 3. Politique de la Région wallonne | 10 |
| B. Transparence en matière d'exportation d'armes | 14 |
| 1. Rapports relatifs au Traité sur le commerce des armes | 14 |
| 2. Rapport de l'Union européenne sur les exportations d'armes | 14 |
| 3. Rapports de la Région wallonne | 15 |
| C. L'industrie de la défense en Région wallonne | 17 |
| 1. FN Herstal | 17 |
| 2. John Cockerill | 18 |
| 3. Mecar | 20 |
| 4. New Lachaussée | 21 |
| 5. Autres informations | 22 |
| D. Exportation d'armes par la Région wallonne : grandes tendances et débats actuels | 23 |
| 1. Tendances en matière d'exportation d'armes wallonnes entre 2015 et 2020 | 23 |
| 2. Débats et actualités sur les exportations d'armes wallonnes entre juin 2021 et juin 2022 | 26 |
| E. Situation sécuritaire et violations des droits humains dans des pays de destination d'armes wallonnes | 35 |

À propos de l'Observatoire des armes wallonnes

L'Observatoire des armes wallonnes (OAW) est une initiative de la société civile qui cherche à rendre compte des tendances et faits saillants affectant les exportations d'armes wallonnes. Il s'agit de répertorier les éléments accessibles en sources ouvertes afin de renforcer les capacités des citoyens et des décideurs politiques à intervenir de manière informée dans les débats sur l'autorisation de licences d'exportation. Il convient de préciser que ce rapport ne constitue pas un système de vérification technique ni un régime d'inspection formelle. Le présent rapport examine les informations relatives à la période allant de juin 2021 à juin 2022. Il est divisé en cinq parties.

La première porte sur les décisions politiques wallonnes en matière d'exportation d'armes qui ont été adoptées au cours de la période ciblée. On présente ici également d'autres décisions qui ont influencé ou impacté les politiques wallonnes, dont celles prises au niveau de l'Union européenne (UE) et du gouvernement fédéral belge. Entre juin 2021 et juin 2022, la guerre en Ukraine et les sanctions mises en place contre la Russie et la Biélorussie dans ce contexte ont façonné les politiques d'exportation prises aux trois niveaux étudiés. Elles ont eu un impact significatif sur les décisions annoncées dans le cadre de grands projets européens tels que la Facilité européenne pour la paix et ont constitué un facteur décisif dans l'adoption de la Boussole stratégique, document fournissant une compréhension commune des menaces auxquelles l'UE est confrontée. En réaction à l'agression russe en Ukraine, le gouvernement fédéral belge a annoncé, tout comme d'autres pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), vouloir augmenter l'effort de défense du pays afin d'atteindre 2 % du PIB d'ici 2035.

La deuxième partie de cette 5^e édition de l'OAW se focalise sur la question de la transparence dans le domaine des exportations d'armes. Elle revient sur les pratiques adoptées par la Région wallonne dans le cadre de ses engagements au titre du Traité sur le commerce des armes et auprès de l'Union européenne de son propre parlement et de ses citoyens. Cette partie met en lumière la tendance à l'opacité de la Région wallonne en ce qui concerne ses exportations d'armes. Ceci est illustré notamment par la publication tardive du rapport annuel wallon sur les transferts d'armes de 2020. Il a été publié le 15 février 2022, c'est-à-dire, treize mois après la fin de l'année concernée, ce qui ne permet pas un examen public et parlementaire efficace des décisions des autorités wallonnes dans la matière. Le rapport concernant l'année 2021 n'était pas rendu public au moment d'écrire cette édition du rapport OAW.

Ensuite, la troisième partie du rapport fait le point sur l'industrie de l'armement wallonne. Ici, on parle notamment des trois plus grandes entreprises de la Région dans le secteur (FN Herstal, John Cockerill et Mecar), en plus d'autres dont l'activité a été au centre des débats au cours de la période traitée. C'est le cas de la société wallonne New Lachaussée, spécialisée dans la production de machines-outils à fabriquer des munitions, qui aurait eu des échanges avec des fabricants d'armes russes en octobre 2020 et en décembre 2021. À ce moment-là, l'invasion russe en Ukraine n'avait pas encore commencé, mais la Russie faisait déjà l'objet de sanctions européennes relatives à l'exportation d'armes depuis 2014.

La quatrième partie de l'OAW porte sur les grandes tendances en matière d'exportation d'armes wallonnes entre 2015 et 2020, dernière année pour laquelle des données officielles sont disponibles. Lors de cette période, on constate une évolution parmi les principaux

importateurs d'armes wallonnes hors Union européenne. En effet, entre 2015 et 2017, l'Arabie saoudite a été le premier client de la Région. Cependant, entre 2018 et 2020, cette place a été prise par le Canada. Cette lecture peut être trompeuse, car la majorité des ventes d'armes wallonnes au Canada entre 2018 et 2020 ont été réalisées dans le cadre d'un important contrat de production de véhicules blindés de combat d'infanterie (LAVIII) ayant l'Arabie saoudite comme destinataire final. Cette partie présente également les débats et actualités qui ont eu lieu entre juin 2021 et juin 2022 autour des exportations d'armes wallonnes. Elle accorde une attention particulière à huit pays importateurs considérés comme destinations sensibles au regard des critères de la Position commune européenne et du Décret wallon de 2012 : Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis (EAU), Indonésie, Israël, Mexique, Turquie et Ukraine.

Enfin, la cinquième et dernière partie est consacrée aux informations concernant la situation sécuritaire au sein de dix pays où des armes wallonnes sont utilisées : Arabie saoudite, Égypte, EAU, Indonésie, Israël, Mexique, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Yémen. Elle traite également des cas de violations et d'abus des droits humains commis par les autorités de ceux-ci qui ont été recensés entre juin 2021 et juin 2022. La liste d'évènements présentée dans cette section du rapport n'est pas exhaustive, mais donne un aperçu du type d'infractions répertoriées et des risques qui y sont liés.

L'OAW sera heureux de recevoir des commentaires et des éclaircissements sur les informations présentées.

A. Politique en matière d'exportation d'armes

Cette première partie reprend les décisions politiques des autorités wallonnes en matière d'exportation d'armes entre juin 2021 et juin 2022. De même, les décisions prises au niveau européen et du gouvernement fédéral belge au cours de cette période et qui ont impacté les politiques wallonnes dans le domaine sont également présentées.

1. Politique européenne

Biens à double usage

Le 15 septembre 2021, la Commission européenne a adopté la recommandation 2021/1700¹, relative aux programmes internes de conformité pour les contrôles de la recherche portant sur les biens à double usage, en vertu du règlement 2021/821 du Parlement européen et du Conseil, accepté le 20 mai 2021². Ce dernier inclut des technologies de cybersurveillance dans le champ du régime de contrôle d'exportation des biens à double usage ; institue le nouveau contrôle *catch-all* pour ces technologies basées sur des critères liés au respect des droits humains ; et instaure une obligation de diligence à destination des exportateurs pour ce même type de bien et au regard des mêmes critères de droits humains.

La recommandation 2021/170 a pour objet de fournir des orientations aux autorités de contrôle et aux exportateurs pour la bonne mise en œuvre de leurs obligations. La Commission s'était engagée à rédiger de telles recommandations suite aux demandes des exportateurs qui avaient souligné le manque de clarté de celui-ci. Ainsi, selon la Commission, les organismes de recherche sont incités à innover dans l'intérêt collectif et d'améliorer la collaboration internationale en termes de recherche. Il existe des domaines de recherche susceptibles de déclencher des contrôles d'exportation des biens à double usage, non dans l'objectif de censurer la recherche scientifique, mais pour prévenir les abus liés à la sécurité lorsque des biens ou des connaissances sensibles sont transférés à l'étranger.

Mesures de l'Union européenne à l'encontre de la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine

La Fédération de Russie est soumise à un embargo de l'UE sur les armes depuis juillet 2014³, à la suite de l'invasion et l'annexion ultérieure de la Crimée et de Sébastopol. Le 21 février 2022, après la reconnaissance par la Russie de l'indépendance des Républiques populaires de Louhansk et de Donetsk et de sa nouvelle invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, l'UE a

¹ Commission européenne, « Recommandation (UE) 2021/1700 de la Commission du 15 septembre 2021 relative aux programmes internes de conformité », 23 septembre 2021, https://www.stradalex.com/fr/sl_src_publ_leg_eur_jo/toc/leg_eur_jo_1_20210923_338/doc/joue_2021_338.01.00_01.01

² Parlement européen et Conseil de l'Union européenne, « Règlement (UE) 2021/821 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 instituant un régime de l'Union de contrôle des exportations, du courtage, de l'assistance technique, du transit et des transferts en ce qui concerne les biens à double usage (refonte) », Journal officiel de l'Union européenne, 20 mai 2021, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32021R0821>

³ Conseil de l'Union européenne, « Décision 2014/512/PESC du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine », Journal officiel de l'Union européenne, 31 juillet 2014, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014D0512&qid=1646220481929&from=EN>

adopté un nouveau train de sanctions publié au Journal officiel les 23, 25 et 28 février ainsi que le 9 mars et le 3 juin⁴. Ces sanctions touchent notamment ⁵:

- Aux exportations de biens et de technologies à double usage et à la fourniture de services connexes.
- À l'exportation de certains biens et technologies qui pourraient contribuer à l'amélioration technologique du secteur de la défense et la sécurité de la Russie, tels que les semi-conducteurs ou les technologies de pointe.
- À l'exportation de biens et technologies de navigation maritime.

Mesures de l'Union européenne à l'encontre de la Biélorussie

Compte tenu de l'implication de la Biélorussie dans l'agression russe contre l'Ukraine en février 2022⁶, le Conseil européen a imposé le 2 mars 2022 des mesures restrictives liées au commerce des biens et technologies à double usage ainsi que d'autres biens susceptibles de contribuer au développement militaire, technologique, de défense et de sécurité du pays⁷. Un nouveau train de sanctions a été publié le 9 mars et le 3 juin⁸.

Proposition de réglementation des Verts/ALE du Parlement européen pour un meilleur contrôle des exportations d'armes au sein de l'UE

Le 12 octobre 2021, le groupe parlementaire européen Verts/ALE a présenté une proposition de règlement européen introduisant un régime de contrôle des exportations d'armes au niveau de l'UE⁹. Leur but est de parvenir à une politique européenne d'exportation d'armes plus cohérente et plus stricte, basée sur la Position commune (PC). Ainsi, cette proposition reprendrait les huit critères d'évaluation des exportations définis par la PC et les insérerait dans un règlement européen. Ceci en maintenant la décision finale sur les exportations au niveau national, mais institutionnalisant l'évaluation des risques avant la décision, le suivi et le contrôle au niveau de l'UE. D'après le groupe, l'avantage d'un tel règlement est que la Commission a le devoir de contrôler le respect des procédures qui y sont décrites, et comme *ultima ratio*, la Cour de justice de l'UE peut être impliquée.

Depuis la publication de cette proposition, le groupe des Verts/ALE a rencontré des représentants d'autres groupes parlementaires européens, des États membres et de la société civile pour discuter de cette question. Le groupe a rappelé que l'objectif principal de cette proposition de réglementation était de lancer une discussion sur le sujet. Toutefois, les urgences liées à la guerre en Ukraine semblent avoir mis de côté cette conversation pour le moment.

Le recours à la Facilité européenne pour la paix dans le cadre de la guerre en Ukraine

⁴ European Studies Unit, « Latest Updates : EU reaction to Russian invasion of Ukraine », Université de Liège, consulté en juin 2022, <https://www.esu.ulg.ac.be/eu-reaction-to-russian-invasion-of-ukraine/>

⁵ GRIP, « Base de données sur les embargos », consultée en juin 2022, <https://embargo.grip.org/fr/embargo/russie>

⁶ Council of the European Union, « Belarus' role in the Russian military aggression », 2 mars 2022, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/03/02/belarus-role-in-the-russian-military-aggression-of-ukraine-council-imposes-sanctions-on-additional-22-individuals-and-further-restrictions-on-trade/>

⁷ Council of the European Union, « Council Decision (CFSP) 2022/356 of 2 March 2022 amending Decision 2012/642/CFSP concerning restrictive measures in view of the situation in Belarus », 2 mars 2022, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32022D0356>

⁸ Conseil européen, « Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Biélorussie », consulté en juin 2022, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-belarus/belarus-timeline/>

⁹ The Greens/ EFA in the European Parliament, « Briefing on the draft regulation on EU arms exports to establish stricter control », 12 octobre 2021, [7292](#)

Le 1er mars 2022, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen a annoncé l'utilisation d'un budget européen de 500 millions EUR provenant de la Facilité européenne pour la paix (FEP), afin de soutenir la défense de l'Ukraine face à l'invasion russe¹⁰. Il s'agit de la première fois depuis sa création en mars 2021 que « *l'UE s'apprête à financer le transfert d'armes létales vers un pays tiers, qui plus est en guerre* »¹¹.

Joseph Borell avait déjà affirmé le 27 février, lors d'une réunion exceptionnelle, que l'UE allait fournir des armes à l'Ukraine. Le chef de la politique extérieure européenne a ajouté qu'en dehors du dispositif propre à la FEP, les États européens pourraient fournir directement des armes à l'Ukraine¹².

La FEP est un instrument budgétaire distinct du budget ordinaire de l'Union. Il s'agit d'une enveloppe financière de 5 692 milliards EUR pour la période 2021-2027, alimentée par les États membres et contrôlée exclusivement par eux, à travers le Conseil¹³. Le but de la FEP est « *d'améliorer la capacité de l'UE à prévenir les conflits, à consolider la paix et à renforcer la sécurité internationale, en permettant le financement d'actions opérationnelles relevant de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense* »¹⁴.

Le Conseil a ensuite adopté, le 23 mars et le 13 avril, des mesures d'assistance supplémentaires au titre de la FEP, qui permettront à l'UE de continuer à soutenir les capacités des forces armées ukrainiennes contre l'agression militaire russe en cours. L'UE a triplé ainsi le budget initial pour le porter à 1,5 milliard EUR¹⁵.

Adoption de la Boussole stratégique de l'Union européenne

La Boussole stratégique de l'UE a été adoptée le 21 mars 2022, dans le contexte particulier de la guerre en Ukraine¹⁶. Divisé en quatre parties, ce document met d'abord en avant une vision commune des menaces auxquelles l'Europe est confrontée, résultat d'intenses négociations entre les États membres. L'UE annonce, ensuite, un renforcement de sa capacité d'action, notamment par la création d'une force multinationale de réaction rapide de 5 000 hommes et un renforcement des capacités de commandement et de contrôle. Troisièmement, l'UE dit

¹⁰ Ursula Von der Leyen, « Discours de la Présidente n à la plénière du Parlement européen sur l'agression de l'Ukraine par la Russie », 1^{er} mars 2022, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_22_1483

¹¹ Federico Santopinto, « L'Union européenne fournit des armes létales à l'Ukraine. Trajectoire et portée d'une nouvelle compétence », GRIP, 1^{er} mars 2022, <https://grip.org/ue-fournit-armes-letaales-ukraine-trajectoire-portee-nouvelle-competence/>

¹² European Union external action service, « Remarks by High Representative/ Vice-President Josep Borell », 27 février 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/informal-videoconference-foreign-affairs-ministers-remarks-high-representative-vice-president_en

¹³ Council of the European Union, « EU sets up the European Peace Facility », Déclaration de presse du 22 mars 2021,

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2021/03/22/eu-sets-up-the-european-peace-facility/>

¹⁴ Conseil de l'Union européenne, « Facilité européenne pour la paix : chronologie », consulté en mai 2022, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-peace-facility/>

¹⁵ Conseil de l'Union européenne, « Soutien de l'UE à l'Ukraine : le Conseil approuve une troisième tranche de soutien au titre de la Facilité européenne pour la paix », 13 avril 2022, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/04/13/eu-support-to-ukraine-council-agrees-on-third-tranche-of-support-under-the-european-peace-facility-for-total-1-5-billion/>

¹⁶ Conseil de l'Union européenne, « Une boussole stratégique pour renforcer la sécurité et la défense de l'UE au cours de la prochaine décennie », communiqué de presse 21 mars 2022, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/21/a-strategic-compass-for-a-stronger-eu-security-and-defence-in-the-next-decade/>

vouloir renforcer sa coopération dans des domaines tels que le renseignement, le cyberspace, la lutte contre la désinformation et les menaces hybrides. La quatrième partie aborde la question des investissements conjoints dans les capacités militaires, en rappelant que l'UE dispose de nouveaux outils pour les promouvoir. L'idée de dépenser mieux et plus pour la défense est également mentionnée dans le texte, tout comme celle de renforcer la planification militaire des États membres au niveau de l'UE.

Plusieurs réactions se sont rendues visibles suite à l'adoption de la Boussole stratégique par la Commission européenne. Si du côté européen et de leurs partenaires elles ont été largement positives, quelques organisations et journalistes se sont questionnés sur la pertinence et l'intérêt actuel de ce document pour répondre aux véritables enjeux de la défense de l'UE. *Médiapart*¹⁷ publiait ainsi un article soulignant que les mesures visant à augmenter les budgets de la défense des États membres de l'UE favorisent en réalité les différents industriels du domaine au niveau européen, alors que la Fondation Rosa Luxembourg¹⁸ commentait de son côté que le document formulait des réponses purement sécuritaires et favorisant donc l'escalade dans les conflits, dans la continuité d'une vision réaliste des relations internationales.

2. Politique fédérale

Livraisons d'armes belges en Ukraine

Le 31 mars 2022, après l'intervention du président ukrainien Volodymyr Zelensky à la Chambre des représentants de Belgique, le député de DÉFI François de Smet a interrogé le premier ministre belge, Alexander De Croo, sur les livraisons d'armes belges en Ukraine. Ce dernier a affirmé que la Belgique avait décidé d'acheter de nouvelles armes livrables en Ukraine, sans en communiquer le détail. Il a ajouté que « *d'un point de vue stratégique (le gouvernement belge) ne tirera aucun avantage en fournissant des détails relatifs à la nature des armes livrées* »¹⁹.

Lors d'une nouvelle déclaration à la Chambre des représentants le 22 avril, Alexander de Croo a chiffré l'aide militaire belge à l'Ukraine à 76 millions EUR depuis le 23 février²⁰. D'après les informations disponibles, 5000 fusils d'assaut de type FNC fabriqués par la FN Herstal, 200 armes antichars ainsi que 3800 tonnes de carburant et de matériel de protection ont été envoyés en Ukraine. Le Conseil des ministres a aussi approuvé des achats urgents les 18 mars, 25 avril et 6 mai²¹. Selon les informations disponibles, il s'agit notamment d'armes

¹⁷ Justine Brabant, « Défense européenne : la France y croit, le reste de l'UE bien moins », *Médiapart*, 29 mars 2022,

<https://www.mediapart.fr/journal/international/280322/defense-europeenne-la-france-y-croit-le-reste-de-l-ue-bien-moins>

¹⁸ Axel Ruppert, RSL Bruxelles, « La Boussole stratégique verso où ? Les dangers de la militarisation de l'UE sous le leadership français », Fondation Rosa Luxembourg, 4 mars 2022,

https://www.rosalux.eu/en/article/2099_a-strategic-compass-leading-where.html

¹⁹ Chambre des représentants de Belgique, « Compte rendu intégral de la Séance plénière », 31 mars 2022, <https://www.lachambre.be/doc/PCRI/pdf/55/ip173.pdf#page=29>

²⁰ « Guerre en Ukraine : la Belgique s'apprête à livrer de nouveaux missiles antichars à l'armée ukrainienne », *Le Soir*, 22 avril 2022,

<https://www.lesoir.be/437698/article/2022-04-22/guerre-en-ukraine-la-belgique-sapprete-livrer-de-nouveaux-missiles-antichars>

²¹ « La Défense n'a pu récupérer ses anciens obusiers, qui semblent bien partis vers l'Ukraine », *La Libre*, 1^{er} juin 2022,

<https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/06/01/la-defense-na-pu-recuperer-ses-anciens-obusiers-qui-semblent-bien-partis-vers-lukraine-I4W5SALNBNBOBDXDN5LKZPJ6JA/>

de la FN Herstal, de matériel de vision nocturne et d'équipements de protection. Le ministère belge de la Défense reste discret sur les livraisons belges de matériel militaire à l'Ukraine. Il dit suivre en cela les conseils donnés au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) afin de ne pas compromettre la sécurité des opérations et ne pas alimenter l'escalade dans le conflit²².

Les autorités ukrainiennes ont fait part à la Défense belge de leur intérêt pour des obusiers chenillés M-109A4BE, de fabrication américaine, retirés du service par les autorités belges et vendus à une société privée en 2015²³. La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder, a affirmé le 1er juin que son ministère n'a pas pu récupérer ces engins, mais qu'ils étaient tout de même partis vers ce pays. En effet, la société privée de Tisselt, Flanders Technical Supply (FTS), spécialisée dans l'achat de surplus militaires partout dans le monde, a vendu les obusiers à l'Ukraine.

Augmentation du budget des dépenses belges en matière de Défense

Le 28 janvier 2022, le Conseil des ministres a approuvé, sous proposition de la ministre Dedonder, le plan STAR (*Security, Technology, Ambition, Resilience*). Ce plan devrait permettre au budget de la Défense belge de passer de 4,3 milliards EUR en 2022 à 6,9 milliards EUR en 2030. Ce plan « *ambitionne une trajectoire de croissance dans le domaine du personnel (29 000 membres du personnel en 2030), l'opérationnalité externe et interne, les capacités duales (civiles-militaires) et la complémentarité inter et extradépartementale* »²⁴.

Le 25 mars, en marge du sommet extraordinaire de l'OTAN, le premier ministre Alexander De Croo a affirmé que le gouvernement belge allait débloquer une enveloppe supplémentaire d'un milliard EUR pour la Défense. Selon les propos du Premier ministre rapportés par *Defence Belgium* : « *c'est une hausse de 10 % pour cette année qui servira notamment à augmenter le niveau de préparation et de réactivité de la Défense* »²⁵. 450 millions EUR devraient être utilisés en 2022 et 275 millions en 2023 et en 2023. Cet effort permettra de contribuer à « *renforcer les stocks de munitions, améliorer la disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes (comme la flotte de véhicules blindés), équiper les soldats, améliorer les infrastructures et investir dans le renseignement et la cybersécurité* ». Le Mouvement réformateur (MR), a jugé cette augmentation insuffisante, affirmant qu'il « *s'agit de préparer notre propre sécurité* »²⁶.

En mai 2022, Alexander De Croo a annoncé vouloir augmenter l'effort de Défense du pays afin d'atteindre 2 % du PIB d'ici 2035²⁷. Selon cette proposition, les dépenses militaires

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ « Le Plan STAR, une véritable délivrance ! Et demain ? », À l'Avant Garde, 22 mars 2022, <https://defencebelgium.com/2022/03/22/le-plan-star-une-veritable-delivrance-et-demain/>

²⁵ « Le gouvernement débloque un milliard d'euros supplémentaire pour la Défense », À l'Avant Garde, 25 mars 2022,

<https://defencebelgium.com/2022/03/25/le-gouvernement-debloque-un-milliard-deuros-supplementaire-pour-la-defense/>

²⁶ « Le MR juge l'augmentation du budget de la Défense insuffisant : "Il s'agit de préparer notre propre sécurité" », La Libre, 25 mars 2022,

<https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/03/25/le-mr-juge-laugmentation-du-budget-de-la-defense-insuffisant-il-sagit-de-preparer-notre-propre-securite-RXTH446D5NDU7EFMGJ5GGV5ZHA/>

²⁷ Liv Kingert, «Belgium's defence budget should increase to 2% by 2035, says De Croo», The Brussels Times, 18 mai 2022,

<https://www.brusselstimes.com/225723/nato-belgiums-defence-budget-should-increase-to-2-by-2035-says-de-croo>

devraient passer à 1,6 % en 2030, 1,8 % en 2033 et 2 % en 2035. L'augmentation du budget représenterait 10 milliards EUR en plus. Les deux partis écologistes, Écolo et Groen se sont opposés à cette hausse des dépenses. Selon Jean-Marc Nollet, coprésident d'Écolo, *« cette demande de surinvestissement est incompréhensible autant qu'inacceptable. Les finances belges ne sont pas capables d'absorber de telles dépenses sans mettre en danger les politiques sociales et environnementales existantes et celles nécessaires pour faire face à la crise. Vu les besoins, c'est indécent d'imaginer mobiliser autant d'argent pour la Défense »*²⁸.

Le 3 juin 2022, 34 organisations non gouvernementales (ONG) belges ont signé une lettre ouverte au premier ministre belge, Alexander De Croo mettant en lumière les contradictions concernant cette augmentation du budget militaire²⁹. La lettre ouverte souligne que ces dépenses interviennent alors que le coût de la vie augmente considérablement pour les citoyens et alors que la qualité des services publics s'érodent après la pandémie de COVID-19. D'après les ONG, assurer la défense collective dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine est nécessaire, mais la course au surarmement ne fera qu'accroître les tensions. Ainsi, elles demandent à la Belgique d'adopter une approche différente, le front diplomatique est très calme et que toutes les pistes n'ont pas été explorées. L'Europe doit jouer un rôle beaucoup plus actif et prépondérant dans ce domaine et se distancier de l'approche militariste vers laquelle elle se dirige — il s'agit de volonté politique.

3. Politique de la Région wallonne

Déclaration de politique régionale 2019-2024

Le 9 septembre 2019, la nouvelle majorité gouvernementale wallonne annonçait que *« le ministre n'octroiera pas de licence relative à de nouveaux contrats à destination des pays qui ne répondent pas aux conditions et critères du décret de 2012 »* et ajoutait : *« Le ministre compétent analysera les demandes de licences... à la lumière de la jurisprudence et des conséquences qu'elle implique. Il le fera en s'appuyant sur l'avis de la commission d'avis et en consultant toute personne et organisme qu'il juge utile pour forger sa décision qui se doit d'être juste et étayée »*³⁰. Par ailleurs, *« le Gouvernement renforcera son action auprès du Gouvernement fédéral et auprès des instances européennes et internationales pour obtenir une décision au niveau européen sur l'arrêt des ventes d'armes aux pays qui commettent des violations graves du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains constatées par les Nations unies, par l'Union européenne ou par le Conseil de l'Europe. Le Gouvernement jouera aussi un rôle actif au Coarm³¹ et assurera le suivi quant aux positions de principe prises après chaque réunion du Coarm auprès de la*

²⁸ « Les écologistes ne veulent pas d'une hausse du budget de la Défense », Le Soir, 19 mai 2022, <https://www.lesoir.be/443216/article/2022-05-19/les-ecologistes-ne-veulent-pas-dune-hausse-du-budget-de-la-defense>

²⁹ Collectif de signataires, « La Belgique doit augmenter ses initiatives diplomatiques plutôt que ses dépenses militaires », Le Soir, 3 juin 2022, <https://www.lesoir.be/446230/article/2022-06-03/la-belgique-doit-augmenter-ses-initiatives-diplomatiques-plutot-que-ses-depenses>

³⁰ Région wallonne, « Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024 », 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf

³¹ Le COARM ou groupe « Exportations d'armes conventionnelles » est le lieu où les États membres de l'Union européenne *« communiquent et partagent des informations sur leurs politiques d'exportation vers les pays non membres de l'UE et sur leurs décisions de rejeter des demandes de licences d'exportation vers des pays non membres de l'UE »*. Conseil de l'Union européenne, « Groupe Exportations d'armes conventionnelles (COARM) », 9 novembre 2017, <https://www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/preparatory-bodies/working-party-conventional-arms-exports/>

sous-commission “armes” du Parlement de Wallonie. Il agira au niveau européen via le Gouvernement fédéral pour qu’il y ait dans tous les États membres européens le strict respect de la position commune»³². Questionné par un journaliste, le Ministre-Président Di Rupo ajoutait : « nous voulons que tout le monde respecte le décret »³³. Interrogé par Amnesty International en novembre 2019 sur sa lecture de la Déclaration de politique régionale en matière d’exportations d’armes, Elio Di Rupo a déclaré « interpréter la DPR comme la DPR » et n’en faire « aucune autre interprétation »³⁴.

Commission d’avis

Le décret du 21 juin 2012 a créé une « Commission d’avis sur les licences d’exportations d’armes » chargée de formuler des avis motivés et confidentiels « à la demande du Gouvernement ou d’initiative »³⁵. Cette commission d’avis « ne remet ses avis qu’au ministre compétent » et ses membres « sont dispensés de se référer et de faire rapport à leur hiérarchie du travail effectué »³⁶. Selon le gouvernement wallon, « la commission d’avis établira, pour chaque demande de licence soumise à son examen, un rapport détaillé en portant une appréciation circonstanciée de la demande au regard de chacun des huit critères prévus dans le décret de 2012... Le principe de minutie impose à la commission d’avis de veiller, avant d’arrêter son avis détaillé, à recueillir toutes les données et de les examiner avec soin afin de prendre une décision en connaissance de cause. La commission d’avis agira en toute indépendance. Elle cherchera à exprimer son avis par la voie du consensus »³⁷. Deux récents arrêtés du gouvernement définissent le fonctionnement et la composition de la commission d’avis. Selon le Ministre-Président, deux membres « auront une voix consultative puisqu’ils instruisent eux-mêmes le dossier et puisque nous sommes dans une nouvelle règle de gouvernance »³⁸. Le Ministre-Président Di Rupo a par ailleurs déclaré le 25 novembre 2019 : « Ce n’est pas la commission d’avis qui décide. Seul le ministre décide »³⁹.

Le 8 novembre 2021, le député du parti social-chrétien Les Engagés, Christophe Bastin, a interrogé le Ministre-Président sur le suivi des engagements de la Déclaration politique régionale en matière de licences d’armes. Le député wallon a ainsi demandé des détails sur l’adoption de l’arrêté qui devait définir le fonctionnement de la Commission d’avis, prévue dans le décret de 2012, et sa composition. Répondant pour le Ministre-Président, Christophe Collignon, ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, a rappelé que cet arrêté a été adopté le 30 janvier 2020 et que la Commission est donc opérationnelle depuis cette date. Cette dernière effectue « une triple analyse : géostratégique, éthique et économique de

³² Région wallonne, « Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024 », 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf

³³ YouTube, « En direct du Parlement de Wallonie », conférence de presse de la nouvelle majorité, 9 septembre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=h1togZiRMDM>

³⁴ Notes d’une réunion entre le Ministre-Président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

³⁵ « Décret relatif à l’importation, à l’exportation, au transit et au transfert d’armes et de produits civils liés à la défense », 21 juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15>

³⁶ Conseil d’État, « Arrêt n° 244 804, 14 juin 2019 », <http://www.raadvst-consetat.be/arr.php?nr=244804>

³⁷ Région wallonne, « Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024 », 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf

³⁸ Parlement de Wallonie, « Les exportations d’armes », réponse du Ministre-Président Elio Di Rupo à une question orale de François Desquesnes, 3 février 2020, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=94661>

³⁹ Parlement de Wallonie, « Les ventes d’armes wallonnes vers l’Arabie saoudite et leur implication éventuelle dans le conflit au Yémen », réponse du Ministre-Président Di Rupo à une question orale d’Hélène Ryckmans, 25 novembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=93482>

chaque dossier examiné, conformément à l'article 19 du décret Armes. Elle est composée de huit membres, dont six avec voix délibérative et deux avec voix consultative »⁴⁰.

Le 17 janvier 2022, dans le cadre d'une audition au Parlement wallon pour présenter la pétition demandant une plus grande transparence d'octroi des armes, François Graas a relayé une proposition de la Ligue des droits humains, de la CNAPD et d'Amnesty International concernant la Commission d'avis sur les licences et les exportations d'armes⁴¹. Il a proposé de « *faire évoluer sa composition en assurant qu'elle comprenne un nombre supérieur de membres qui ne soient pas liés à l'administration, à l'industrie de l'armement ou au monde politique* » et ce, afin d'assurer son indépendance⁴². Amnesty International propose également de renforcer le rôle du Parlement wallon lorsque la Commission émet un avis négatif sur l'attribution d'une licence d'exportation. Alors que la procédure actuelle fait du Ministre-Président l'unique décisionnaire lorsqu'un avis négatif est émis, celui-ci pourrait être transmis à la sous-commission armes du Parlement, afin qu'elle se positionne sur cet avis. Dans le cadre d'une plus grande transparence, le gouvernement wallon devrait également expliquer ses positions en séance plénière lorsqu'il ne suivrait pas l'avis négatif de la sous-commission armes du Parlement.

Un débat sur les armes peu présent au Parlement wallon

Entre juin 2021 et juin 2022, les débats sur les exportations d'armes wallonnes ont, pour plusieurs raisons, été peu présents au Parlement. Les urgences liées à la pandémie et à ses conséquences économiques et les inondations de juillet 2021 ont largement occupé les séances parlementaires⁴³. En conséquence, la publication du rapport annuel sur les exportations d'armes wallonnes en 2020 a été retardée faute de réunion de la sous-commission sur les armes. Les membres de la sous-commission ont eu accès au rapport dès le 8 novembre 2021⁴⁴. Cependant, sans une rencontre officielle dans le cadre de la sous-commission, celui-ci ne peut pas être publié. Le rapport a seulement été publié le 15 février 2022 en raison de retards supplémentaires dans la réunion de la sous-commission causés par l'état de santé du Ministre-Président⁴⁵. À ce sujet, la députée d'Écolo Hélène Ryckmans a fait valoir « *qu'il n'y avait aucune obligation, dans le décret de 2012, obligeant à attendre la tenue de la sous-commission pour publier le rapport* ». Cet élément pourrait permettre, dans le futur, une publication plus rapide du rapport, afin d'améliorer les critères de transparence du gouvernement wallon⁴⁶.

Embargo sur les armes à la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine

Le Ministre-Président Elio Di Rupo s'est aligné sur les décisions politiques fédérales et européennes en annonçant, le 24 février 2022, la suspension de toutes les licences

⁴⁰ Commission des affaires générales et des relations internationales, « Compte rendu intégral », Parlement wallon, 8 novembre 2021, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric50.pdf

⁴¹ Commission des affaires générales et des relations internationales, « Compte rendu intégral », Parlement wallon, 17 janvier 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric97.pdf

⁴² *Ibid.*

⁴³ Parlement wallon, « Compte rendu avancé, Commission des affaires générales et des relations internationales », 17 janvier 2022. http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRAC/crac97.pdf

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ « Elio Di Rupo hospitalisé après une chute à Mons », Le Soir, 15 décembre 2021, <https://www.lesoir.be/412482/article/2021-12-15/elio-di-rupo-hospitalise-apres-une-chute-mons>

⁴⁶ Parlement wallon, « Compte rendu avancé, Commission des affaires générales et des relations internationales », 17 janvier 2022. http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRAC/crac97.pdf

d'exportation de biens à double usage à destination de Russie⁴⁷, suite à l'intervention illégale en Ukraine (voir plus haut dans la section 1.1.).

Débats au Parlement wallon sur la guerre en Ukraine

Le 9 mars 2022, suite à un débat consacré à la guerre en Ukraine, le Parlement wallon a déposé une motion condamnant « *l'agression militaire illégale et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et l'invasion de cette dernière* » ainsi que « *l'implication de la Biélorussie dans cette agression* » et appelant « *toutes les parties au conflit à s'engager vers une solution pacifique* »⁴⁸. Le texte, adopté en séance plénière, demande également au gouvernement wallon de :

- soutenir, dans la mesure de ses compétences et en coordination avec le Gouvernement fédéral, les initiatives d'aide humanitaire en faveur des citoyens ukrainiens et d'appeler instamment l'Union européenne à effectuer les démarches nécessaires à cet effet ainsi qu'à se préparer à l'accueil de réfugiés de guerre ukrainiens ;
- signifier clairement, dans les contacts bilatéraux avec la Fédération de Russie, que la reconnaissance des régions de Donetsk et Louhansk, l'annexion de la Crimée et l'invasion militaire en Ukraine violent les accords internationaux et les accords de Minsk ;
- maintenir son association avec les alliés transatlantiques et les autres partenaires partageant les mêmes valeurs concernant les sanctions individuelles ciblées, les sanctions économiques et financières et les restrictions commerciales ciblées contre la Fédération de Russie ;
- renforcer les mesures pour lutter contre les cyberattaques en provenance de la Fédération de Russie ;
- analyser les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie wallonne en fonction des sanctions européennes et des éventuelles contre-sanctions russes et, dans un second temps, de réfléchir aux possibilités de diversification et de renforcement des capacités d'autosuffisance de la Wallonie.

Le Ministre-Président wallon en faveur d'une défense européenne

Le 20 avril 2022, au cours d'un débat parlementaire, Elio Di Rupo a rappelé sa volonté de promouvoir une défense européenne indépendante⁴⁹. Il a ainsi déclaré qu'il, « *plaide pour que nous ayons, à l'intérieur de l'OTAN, un groupe de pays européens avec une véritable défense européenne. Cela nous pose la question fondamentale de la Région wallonne, où il y a des producteurs de produits liés à la défense, qui sont parmi les meilleurs produits au monde dans ce secteur. En tout, 15 000 personnes y travaillent. Croyez bien que tant que je suis là, je plaiderai pour les préserver, pas uniquement pour l'emploi, mais aussi pour la défense de l'Union européenne* »⁵⁰.

⁴⁷ Elio Di Rupo, « Le Gouvernement wallon décide de suspendre les licences d'exportation à double usage à destination de la Russie », gouvernement wallon, 24 février 2022,

<https://dirupo.wallonie.be/home/presse--actualites/communiqués-de-presse/presses/le-gouvernement-wallon-decide-de-suspendre-les-licences-dexportation-des-biens-a-double-usage-a-destination-de-la-russie.html>

⁴⁸ Parlement wallon, « Motion déposée en conclusion du débat sur la guerre en Ukraine et ses répercussions », 9 mars 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/MOTION/862_3.pdf

⁴⁹ Parlement wallon, « Question de Mmz Ryckmans à M.Di Rupo, Ministre-Président, intitulée : “Les crimes de guerre et la défense du territoire dans le cadre de la guerre en Ukraine” », Commission des affaires générales et des relations internationales, 20 avril 2022, <https://ruche.ecolo.be/ruche/public/f9f3dd>

⁵⁰ *Ibid.*

B. Transparence en matière d'exportation d'armes

La deuxième partie se focalise sur les pratiques menées par la Région wallonne dans le cadre de ses engagements en faveur de la transparence dans le domaine des exportations d'armes auprès du Traité sur le commerce des armes, de l'Union européenne et de son propre parlement et de ses citoyens.

1. Rapports relatifs au Traité sur le commerce des armes

Du 30 août au 3 septembre 2021 s'est tenue la Septième conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes (TCA). Dans une déclaration unilatérale, la délégation belge s'est réjouie que le sujet des armes légères et de petits calibres ait été l'un des thèmes prioritaires de la conférence, en incluant l'importance de l'analyse des schémas de détournement et des demandes de traçage des armes⁵¹. La Belgique a également déploré le manque de conformité dans la fourniture des rapports annuels par les États membres, estimant que seulement la moitié avait remis les rapports portant sur l'année 2020. Conformément à ses obligations en vertu de l'article 13 du TCA, la Belgique a soumis ses rapports sur les importations et les exportations d'armes conventionnelles de 2016 à 2020. Il est important de noter que le rapport belge portant sur l'année 2021 n'a pas été remis au secrétariat du Traité à la date fixée, le 31 mai 2022.

Dans son rapport 2021, l'ATT Monitor, le mécanisme international de suivi du TCA et de sa mise en œuvre, inclut une comparaison des rapports annuels 2019 et 2020 présentés par les États parties, reprenant les informations de 2018 et de 2019 respectivement⁵². Dans le cadre de la Belgique, l'ATT Monitor a salué le fait que le pays a déclaré davantage d'importations d'armes légères et de petit calibre (ALPC) par sous-catégories d'armes dans son rapport 2020 par rapport à son rapport 2019. En ce qui concerne les pratiques à améliorer, la Belgique « *a déclaré des valeurs globales d'exportations et d'importations d'armes légères, ce qui rend impossible la détermination des sous-catégories pertinentes d'armes légères déclarées* ». Enfin, la Belgique « *n'a pas signalé d'exportations ou d'importations supplémentaires d'ALPC sous des catégories nationales volontaires, comme elle l'a fait dans son rapport de 2019* »⁵³.

Il convient de préciser que les rapports annuels présentés au secrétariat du TCA concernent les exportations d'armes au niveau fédéral, et non spécifiquement de la Région wallonne.

2. Rapport de l'Union européenne sur les exportations d'armes

Le rapport annuel de l'UE sur les exportations d'armes en 2020, publié le 28 septembre 2021, informe sur les ventes d'armes autorisées par les États membres dans la période couverte. Sur l'année 2020, plus de 30 000 licences ont été délivrées, pour une valeur de près de 167 milliards EUR. Les critères de la délivrance de licences d'exportation pour les équipements militaires relèvent de la compétence nationale après une évaluation de huit critères de la position commune 2008/944/PESC du Conseil. Plus de 200 licences ont été refusées par les

⁵¹ Gouvernement de Belgique, « Seventh conference of States parties to the arms trade treaty: Belgium General Statement », 30 août-30 septembre 2021,

https://reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/att/csp7/statements/general_Belgium.pdf

⁵² Control Arms, « ATT Monitor Report 2021 », 30 août 2021,

https://attmonitor.org/wp-content/uploads/2021/08/EN_ATT_Monitor-Report-2021_Online.pdf

⁵³ *Ibid.*

membres de l'Union européenne⁵⁴. Selon la base de données du Service européen pour l'action extérieure, la Belgique a octroyé 1 446 licences d'exportation en 2020, correspondant à un montant de 2,9 milliards EUR⁵⁵. Pour l'année ciblée, la Belgique n'a pas notifié des refus de licences, une donnée incluse dans le rapport.

Comme dans le cas des rapports annuels remis au secrétariat du TCA, il convient de préciser que ces rapports concernent les exportations d'armes au niveau fédéral, et non spécifiquement de la Région wallonne.

3. Rapports de la Région wallonne

Selon la Déclaration de politique régionale wallonne 2019-2024, « *le ministre compétent assurera d'initiative la transmission quadrimestrielle de rapports à la sous-commission concernée du Parlement de Wallonie. Les rapports détailleront les décisions d'octroi des licences d'exportations d'armes avec les mêmes précisions indiquées dans les rapports actuels. La sous-commission parlementaire respectera les conditions (mises) à l'examen de ces rapports* »⁵⁶. Le 27 novembre 2019, le Ministre-Président Elio Di Rupo a déclaré lors d'une réunion avec Amnesty International, que la sous-commission armes du Parlement wallon se réunirait bien quadrimestriellement, mais que cela se ferait à huis clos et que le compte rendu de cette réunion ne serait pas rendu public⁵⁷.

Selon l'article 24 du Décret wallon de 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, le « *gouvernement remet annuellement au Parlement wallon un rapport sur l'application du présent décret* »⁵⁸. Le Décret ne précise pas de date fixe pour la remise du rapport et sa publication ultérieure⁵⁹. Toutefois, le gouvernement doit fournir « *tous les six mois un rapport concernant les licences accordées et refusées pour les produits relevant du présent décret, avec, pays par pays, le montant total et le nombre de licences réparties par catégorie de destination et par catégorie d'armes, munitions, matériel et produits* »⁶⁰. Ces rapports font ensuite l'objet d'une publication officielle accessible en ligne.

Un rapport 2020 marqué par un retard significatif

Après des rappels insistants de la société civile et du Parlement, le gouvernement wallon a rendu public, le 15 février 2022, son *Rapport au Parlement wallon sur l'application du*

⁵⁴ European Union External Action Service, « Lancement du 23^e rapport annuel sur les exportations d'armes aujourd'hui : l'Union européenne est un commerçant d'armes transparent et responsable », 28 septembre 2021, https://www.eeas.europa.eu/eeas/23rd-annual-report-arms-exports-launched-today-289-eu-transparent-and-responsible-trader-arms_en

⁵⁵ Service européen pour l'action extérieure, « Base de données sur licences d'exportation d'armes », consultée le 2 juin 2022, <https://webgate.ec.europa.eu/eeasqap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/64c1cfa7-bf1a-4300-8600-a0ec26bcf753/state/analysis>

⁵⁶ Région wallonne, « Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024 », 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf

⁵⁷ Notes d'une réunion entre le Ministre-Président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

⁵⁸ Parlement wallon, « Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense », Documents du Parlement wallon, 20 juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15>

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

*Décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense*⁶¹. Ce rapport, qui couvre les activités effectuées sur l'année de 2020, a été publié 13 mois après l'année concernée, ce qui ne permet pas un examen public et parlementaire efficace.

Si le rapport 2020 est désormais public, les rapports semestriels de 2021 et du premier semestre de 2022 n'ont, à ce jour, toujours pas été publiés. Le gouvernement de la Région wallonne semble coutumier de ces retards. Pour rappel, le rapport pour l'année 2019 avait été publié le 14 juin 2021. Les rapports de la Région wallonne sont considérés comme une garantie de transparence et une volonté du gouvernement de se soumettre au contrôle démocratique du Parlement et de la société civile. Cependant, leur publication tardive (parfois plus d'un an après l'année concernée) permet rarement à ces acteurs d'assurer leur mission de contrôle et de questionnement et d'évaluer les décisions d'octroi de licences d'exportation à la lumière de l'évolution de la situation géopolitique et humanitaire⁶².

À plusieurs reprises, les membres du Parlement ont demandé plus de détails sur la publication du rapport sur les armes 2020 de la Région wallonne. Le 19 octobre 2021, la députée d'Écolo Hélène Ryckmans a interpellé le Ministre-Président sur l'absence de plusieurs rapports :

- Les rapports du 3^e trimestre 2020 et le rapport annuel 2020.
- Les rapports du 1^{er} trimestre 2021 et celui du 2^e trimestre 2021.

Dans la réponse d'Elio Di Rupo, datée du 21 décembre 2021, celui-ci a affirmé que le rapport annuel 2020, celui du 3^e trimestre 2020, ainsi que les rapports du 1^{er} et du 2^e trimestres 2021 avaient été transmis au Parlement le 9 novembre.

La députée Hélène Ryckmans a ainsi demandé que les rapports soient transmis à la sous-commission armes plus tôt, afin d'avoir un temps d'étude et d'analyse. Sur la question des données nécessaires à la confection des rapports, la députée a interrogé le Ministre-Président sur la nature de celles-ci. Un parallèle a également été établi avec d'autres régions belges qui publient des rapports mensuels et n'ont pas de difficulté à collecter ces données. Sur cette question des données, Elio Di Rupo a affirmé « *que la compilation des données, en particulier pour la confection du rapport annuel, dépend de la disponibilité d'autres données, qui sont consultables à certaines dates en particulier* », sans préciser le type de données et les dates⁶³.

Amnesty International, la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAAPD), la Ligue des droits humains (LDH) et Vredesactie ont été auditionnées pendant la séance de la Commission des Affaires générales et des relations internationales tenue le 17

⁶¹ Gouvernement wallon, « Rapport au Parlement wallon sur l'application du Décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense : Rapport annuel 2020 », 15 février 2022,

<https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%C3%A9e%202020.pdf>

⁶² Claire Zutterling, « Les angles morts du contrôle des exportations d'armes de la Région wallonne », GRIP, 5 mars 2021,

<https://grip.org/les-angles-morts-du-contrôle-des-exportations-darmes-de-la-région-wallonne-analyse-du-rapport-armes/>

⁶³ Parlement de Wallonie, « Question écrite du 19/10/2021 de Hélène Ryckmans à Elio Di Rupo », 19 octobre 2021, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=107480>

janvier 2022. Cette audition intervient dans le contexte d'une pétition lancée en juin 2021 par ces organisations réclamant davantage de transparence à la Région wallonne dans le cadre de ses exportations d'armes⁶⁴. La pétition requerrait également que « *les données fournies dans les rapports du gouvernement soient uniformisées avec celles dont dispose la douane afin de permettre une réelle lisibilité des exportations ; que la fréquence à laquelle ces rapports sont publiés soit augmentée, que les délais de publications des rapports soient réduits afin de mieux permettre un contrôle parlementaire et public* »⁶⁵.

Lors de cette audition, les organisations ont insisté sur le respect des obligations de la Wallonie en matière de rapportage et de transparence, alors même que le rapport sur les transferts d'armes de la Région pour l'année 2020 n'avait toujours pas été rendu public. Le rapport annuel relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense en 2021, n'a pas été rendu public au moment d'écrire ce rapport.

C. L'industrie de la défense en Région wallonne

Cette partie fait le point sur l'industrie de l'armement wallonne et plus notamment sur les actualités liées aux trois plus grandes entreprises de la Région dans le secteur (FN Herstal, John Cockerill et Mecar) au cours de la période analysé pour ce rapport. Des informations sur l'activité d'une autre entreprise wallonne, New Lachaussée, sont également présentées en vue de ses liens avec la Russie, un sujet qui a été au centre des débats au mois de mai 2022.

D'après la dernière mise à jour de la base de données de l'industrie de la défense en Belgique du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)⁶⁶, la Région wallonne comptait en 2020 47 entreprises actives dans le secteur. Celles-ci employaient 3637 personnes pour ces activités. Les poids lourds du secteur comprennent : FN Herstal (1442 emplois), SONACA (444 emplois), John Cockerill (407 emplois), Mecar (267 emplois) et Thales Belgium S.A. (224 emplois).

1. FN Herstal

Signature de contrat entre FN Herstal et la Norvège et diversification des clients

Le 8 septembre 2021, dans le cadre d'une question au Parlement wallon sur la signature d'un contrat entre la FN Herstal et la Norvège, la députée Hélène Ryckmans a demandé les conditions ayant permis la signature du contrat⁶⁷. Selon cette dernière, ce contrat est un exemple de la diversification des exportations vers des destinataires sûrs, ouvrant la

⁶⁴ Parlement wallonie, « Pétition pour une plus grande transparence des procédures d'octroi des licences d'armes déposée par François Graas le 18 juin 2021 au Parlement de Wallonie », 18 juin 2021, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=petition-detail&id=201>

⁶⁵ Amnesty International Belgique francophone, « Armes belges : une pétition au Parlement de Wallonie », 21 juin 2021, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/armes-belges-petition-parlement-wallonie>

⁶⁶ GRIP, « Base de données de l'industrie de l'armement en Belgique », consultée en juin 2022, <https://production.grip.org/>

⁶⁷ Question d'actualité de Mme Ryckmans à M. Borsus sur « La signature d'un contrat entre la FN Herstal et la Norvège et la diversification des marchés », Séance plénière, Parlement wallon, 8 septembre 2021, <https://ruche.ecolo.be/ruche/public/56bd96>

possibilité à un arrêt des exportations vers l'Arabie saoudite et vers des « *États qui ont du sang sur les mains* »⁶⁸.

Le contrat en question représente une valeur de 30 millions EUR, entre FN Herstal et le ministère de la Défense norvégien, et concerne 4 000 mitrailleuses légères Minimi de troisième génération⁶⁹. L'accord-cadre « *comprend deux contrats : un accord d'une durée de sept ans pour l'acquisition du matériel principal et un contrat pour la maintenance et le support technique, pour une durée de 20 ans* »⁷⁰.

Entrée en fonction du nouvel CEO de la FN Herstal

Le 1^{er} octobre 2021, Julien Compère, ancien responsable de l'hôpital universitaire de Liège, a pris ses fonctions en tant que CEO de la compagnie wallonne FN Herstal⁷¹. Il a annoncé vouloir lancer une opération de démythification du groupe Herstal et inviter les citoyens à se montrer un peu plus « fiers » des performances de son entreprise.

D'après *Le Soir*, le choix de Julien Compère comme administrateur délégué et Jean-Sébastien Belle comme président du conseil d'administration, montre que l'étiquette du Parti socialiste et plus concrètement du député et président du parlement wallon Jean Claude Marcourt est arrimée à la FN⁷². Le journal belge se demande si cette décision est un signe d'audace du gouvernement wallon à un moment où l'image du fabricant d'armes est attaquée de toute part, notamment pour ses liens trop imposants avec l'Arabie saoudite.

2. John Cockerill

Diversification

En septembre 2019, dans sa Déclaration de politique régionale 2019-2024, la nouvelle majorité wallonne écrivait « *La recherche et développement menés au sein des entreprises de la défense en Wallonie visera aussi à diversifier les risques dans leurs activités. Dans toute la mesure du possible, ces activités doivent également porter sur la transition écologique... Afin de leur garantir une meilleure stabilité, la Wallonie poursuivra et renforcera le processus d'accompagnement des entreprises du secteur de l'armement en vue de diversifier leurs productions et leur clientèle* »⁷³.

Début 2022, le président de John Cockerill, Bernard Serin, a annoncé la création d'un fonds afin de récolter 100 millions EUR pour financer des projets s'inscrivant dans la transition

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ « La FN Herstal signe un contrat de 30 millions avec la Norvège », La Libre, 3 septembre 2021, <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2021/09/03/la-fn-herstal-signe-un-contrat-de-30-millions-avec-la-norvege-DYYBBZKLSZDUJIBVGUXM42HZOQ/>

⁷⁰ « La FN Herstal signe un contrat de 30 millions avec la Norvège », La Libre, 3 septembre 2021, <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2021/09/03/la-fn-herstal-signe-un-contrat-de-30-millions-avec-la-norvege-DYYBBZKLSZDUJIBVGUXM42HZOQ/>

⁷¹ Christophe De Caevel, « Julien Compère, CEO FN Herstal : “pas d'Europe de la défense sans industrie de la défense », Trends Tendances, 11 février 2022, <https://trends.levif.be/economie/politique-economique/julien-compere-ceo-fn-herstal-pas-d-europe-de-la-defense-sans-industrie-de-la-defense/article-normal-1523391.html>

⁷² Eric Renette, « Julien Compère devient le nouveau patron du Groupe FN Herstal », Le Soir, 12 juillet 2021, <https://www.lesoir.be/383573/article/2021-07-12/julien-compere-devient-le-nouveau-patron-du-groupe-fn-herstal>

⁷³ Région wallonne, « Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024, » 9 septembre 2019, pp.20-21, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf

énergétique et environnementale. Le fonds Cockerill Capital devrait être pleinement opérationnel avant la mi-2022 et soutiendra des projets en lien avec les domaines d'expertise technologique du groupe⁷⁴. Le groupe a également présenté sa stratégie de diversification pour la période 2022-2025. Celle-ci repose en premier lieu sur une réorientation vers la transition énergétique en s'appuyant sur les énergies décarbonées. D'après les informations de John Cockerill, le groupe s'impose comme un leader mondial avec 33 % de parts de marché des livraisons d'électrolyseurs. Cette tendance devrait être renforcée grâce à un plan d'investissement de 100 millions EUR dans les technologies liées à l'hydrogène.

Le groupe développe ses partenariats dans diverses régions, et particulièrement en Chine, puisque l'entreprise détient désormais 100 % des parts de la filiale Cockerill Jingly Hydrogen. Le groupe a également conclu un partenariat exclusif avec le leader indien des énergies renouvelables, Greenko, et espère de nouveaux partenariats au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Australie.

Perte du contrat pour l'assemblage des véhicules Griffon et montage des tourelles Jaguar

En janvier 2022, le CEO de John Cockerill, Jean-Luc Maurange, informait que le groupe n'était pas retenu pour l'assemblage final des véhicules Griffon et le montage des tourelles du Jaguar⁷⁵. En 2018, un engagement de 1,6 milliard EUR avait été prévu pour l'achat de 382 véhicules Griffon et 60 Jaguar auprès d'un consortium français regroupant Nexter, Thales et Arquus. Le marché, appelé CaMo (Capacité motorisée) en Belgique, a été passé de gouvernement à gouvernement, sans appel d'offres, malgré les promesses réalisées par les constructeurs français à plusieurs entreprises belges, dont FN Herstal et John Cockerill (à l'époque CMI). Toutefois, trois ans et demi plus tard, l'assemblage final des deux véhicules serait attribué à une société du nord du pays.

Le sujet a été traité en séance plénière le 19 janvier par le député socialiste Laurent Léonard qui a interrogé le ministre de l'Économie, Willy Borsus, sur « *la perte de retombées économiques espérées pour l'assemblage des blindés de la Défense* »⁷⁶. Le ministre de l'Économie s'est dit contrarié par la décision prise par le consortium français car, en 2019, les retombées promises pour John Cockerill dans le cadre de l'assemblage des engins de la Défense étaient estimées à 500 millions EUR.

Résultats d'activité en 2021

Lors de sa conférence annuelle, tenue le 19 janvier 2022, le John Cockerill a présenté ses résultats pour l'année 2021⁷⁷. Alors que l'entreprise avait subi les répercussions de la crise sanitaire mondiale en 2020, le second semestre de l'année 2021 a été meilleur puisque de

⁷⁴ John Cockerill, « 100 millions en soutien aux initiatives porteuses de l'énergie et de l'environnement », L'Echo, 10 janvier 2022, <https://www.lecho.be/entreprises/general/100-millions-en-soutien-aux-initiatives-porteuses-de-l-energie-et-de-l-environnement/10358334.html>

⁷⁵ « John Cockerill n'assemblera pas les futurs blindés de la Défense », Belga, 15 janvier 2022, <https://www.dhnet.be/actu/belgique/john-cockerill-n-assemblera-pas-les-futurs-blindes-de-la-defense-61e2730f7b50a639dcc3ce19>

⁷⁶ Parlement wallon, « Question d'actualité, compte rendu avancé de la séance plénière », 19 janvier 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRA/cra13.pdf

⁷⁷ John Cockerill, « Présentation des résultats 2021 et ambitions 2022-2025 lors de la conférence de presse annuelle », 19 février 2022, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/presentation-des-resultats-2021-et-ambitions-2022-2025-lors-notre-conference-de-presse-annuelle/>

septembre 2021 à février 2022, le Groupe a enregistré des commandes pour une valeur de 800 millions EUR. Selon le CEO du groupe, Jean-Luc Maurange, l'entreprise affiche 1,4 milliard EUR de prises de commande pour 2022.

3. Mecar

Regroupement des filiales du groupe Nexter dans Nexter Arrowtech

Le 2 novembre 2021, le groupe industriel français de l'armement Nexter a annoncé le regroupement de ses trois filiales, Nexter Munitions, Simmel Difesa et Mecar, sous une marque unique nommée Nexter Arrowtech, afin d'en faire un « *leader européen des munitions* »⁷⁸. Mecar avait été la propriété de l'américain Allied Research Associates et du britannique Chemring, avant d'être racheté par Nexter en 2014⁷⁹. D'après le blog Force operations, le chiffre d'affaires de l'entreprise wallonne a rebondi à 63 millions EUR en 2021 et devrait atteindre 115 millions EUR en 2022. La société prévoit pour l'année 2020 2,5 millions d'investissements. Selon *L'Echo*, certains des contrats peuvent être considérés comme des retombées indirectes du marché CaMo passé par la Défense belge en 2018, avec qui Nexter Arrowtech Belgium travaille étroitement depuis des années, notamment pour les munitions de 30 et 90 mm⁸⁰.

Visite de la ministre de la Défense belge aux locaux de Mecar

Le 4 mai 2022, la ministre de la Défense Ludivine Dedonder a visité l'entreprise Mecar qui fabrique des munitions de petits et gros calibres pour l'infanterie, l'artillerie et les chars et dont la production est principalement destinée à l'exportation⁸¹. La chaîne de télévision belge Antenne centre télévision rappelle que la ministre Dedonder a débloqué 1,8 milliard EUR pour accompagner les industries de défense dans leurs travaux de recherche et de développement, dans le cadre du plan STAR approuvé le 28 janvier 2022⁸². Christophe Monnier a ajouté que les principales difficultés rencontrées par l'entreprise concernaient le contexte de guerre en Ukraine⁸³.

Signature d'un protocole d'accord relatif aux munitions avec une entreprise indonésienne

En mars 2022, les sociétés Nexter Munitions et Mecar et l'entreprise indonésienne PT Pindad, ont signé un protocole d'accord relatif à la collaboration sur des munitions de moyen calibre

⁷⁸ Laurent Lagneau, « Nexter réunit ses filiales spécialisées dans les munitions au sein de "Nexter Arrowtech" », Opex360, 2 novembre 2021, <http://www.opex360.com/2021/11/02/nexter-reunit-ses-filiales-specialises-dans-les-munitions-au-sein-de-nexter-arrowtech/>

⁷⁹ Nathan Gain, « Mecar, la pépite belge du groupe Nexter », Forces operations blog, 5 mai 2022, <https://www.forcesoperations.com/mecar-la-pepite-belge-du-groupe-nexter/#:~:text=Apr%C3%A8s%20l%C3%A9cuel%20de%20la.63%20M%E2%82%AC%20en%202021.>

⁸⁰ Olivier Gosset, « Rebaptisé Nexter Arrowtech Belgium, Mecar renoue avec la croissance », *L'Echo*, 6 mai 2022, [10386107.html](https://www.lesoir.be/10386107.html)

⁸¹ M. Pintus, « Petit-Roex-les-Nivelles : Mecar, partenaire de la Défense belge », Antenne centre télévision, 4 mai 2022, [petit-roex-les-nivelles-mecar-partenaire-de-la-defense-belge](https://www.lesoir.be/10386107.html)

⁸² Ludovine Dedonder, « Nouvelle étape historique pour la Défense : plus de 10 milliards d'euros d'investissements supplémentaires », Communiqué officiel du ministre de la Défense, 25 février 2022, <https://dedonder.belgium.be/fr/nouvelle-etape-historique-pour-la-defense-plus-de-10-milliards-d-euros-d-investissements>

⁸³ M. Pintus, « Petit-Roex-les-Nivelles : Mecar, partenaire de la Défense belge », Antenne centre télévision, 4 mai 2022, [petit-roex-les-nivelles-mecar-partenaire-de-la-defense-belge](https://www.lesoir.be/10386107.html)

et de gros calibre telles que celles de 120 mm pour les chars de combat principaux, des obus de 105 mm pour le char moyen Harimau et des balles de 20 mm pour le canon automatique Vector GI-2⁸⁴.

4. New Lachaussée

Changement d'actionnaires au sein de New Lachaussée

Selon une information du média *L'Echo*, George Forrest, investisseur majoritaire du fabricant de machines-outils New Lachaussée, s'est défait de ses parts, qu'il détenait depuis 1992. L'acquéreur serait « *un duo d'entreprises, l'allemande Magtech Europe et la tchèque Ceska Zbrojovka Defense, deux sociétés du groupe brésilien CBC Global Ammunition, qui exploite des usines au Brésil, aux États-Unis et en Europe* »⁸⁵.

Échanges avec fabricants d'armes russes malgré l'embargo européen sur les armes de 2014

Selon une enquête publiée par la *RTBF* le 5 mai 2022, la société wallonne New Lachaussée, spécialisée dans la production de machines-outils à fabriquer des munitions, aurait eu des échanges avec des fabricants d'armes russes en octobre 2020 et en décembre 2021⁸⁶. À ce moment-là, l'invasion russe en Ukraine n'avait pas encore commencé, mais la Russie faisait déjà l'objet de sanctions européennes depuis 2014 (voir plus haut dans la section 1.1.). Les échanges concernent des appels d'offres à destination de Lipetsk Mechanical Plant, une société-écran agissant pour le compte de l'entreprise russe de fabrication d'armes Kalashnikov Concern et concernaient « *une nouvelle ligne de productions de munitions* ». D'après l'article de la *RTBF*, l'offre comporte « *deux documents, l'un qui détaille le matériel et les missions et, l'autre, un devis qui reprend poste par poste les montants pour la production de munitions de 5,56 mm et 7,62 mm* »⁸⁷.

Yannick Quéau, directeur du GRIP, a fourni son analyse à la *RTBF*, « *New Lachaussée a beau dire que la commande ne concerne que des munitions à usage civil. Mais dans l'appel d'offres du 29 novembre 2021, il est précisé que la commande porte sur des munitions en acier qui conviennent à l'armée russe. (...) Il faut être extrêmement prudent avec ce type de matériel produisant des munitions aussi bien à usage civil que militaire. Une fois que le matériel est livré, il est difficile à contrôler ce qu'il advient de la production* »⁸⁸. Face à ce risque, François Graas, spécialiste des exportations d'armes chez Amnesty International a rappelé l'importance de contrôler l'utilisateur final des armes.

Le média a demandé des éclaircissements sur cette question au Directeur général de New Lachaussée qui a affirmé qu'« *il y a eu des échanges, mais on a refusé la demande de Lipetsk Mechanical Plant. La consigne a été donnée à notre représentant en Russie de ne pas donner*

⁸⁴ Parth Shukla, «France and Indonesia sign MOU for medium and large calibre munitions», Janes, 8 mars 2022, [france-and-indonesia-sign-mou-for-medium-and-large-calibre-munitions](https://www.janes.com/article/103072/france-and-indonesia-sign-mou-for-medium-and-large-calibre-munitions)

⁸⁵ Michel Lauwers, « Le belge New Lachaussée intègre un groupe brésilien », *L'Echo*, 19 mai 2021, <https://www.lecho.be/entreprises/industries-de-base/le-belge-new-lachaussee-integre-un-groupe-bresilien/103072-11.html>

⁸⁶ François Corbiau, « Vente d'armes : les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen », *RTBF*, 5 mai 2022, <https://www.rtbf.be/article/vente-darmes-les-frequentations-russes-du-belge-new-lachaussee-malgre-lembargo-europeen-10985496>

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

suite »⁸⁹. Documents à l'appui, la *RTBF* affirme que l'injonction a effectivement eu lieu, mais que le représentant russe de New Lachaussée avait envoyé dès le lendemain des documents s'apparentant à une offre à Lipetsk Mechanical Plant. De même, Sylvain Jonckheere, porte-parole du Ministre-Président wallon Elio Di Rupo, contacté par la *RTBF*, confirme qu'aucune licence n'a été accordée à New Lachaussée depuis juin 2014 pour l'exportation d'armes à destination de la Russie. Il est à noter que la Région wallonne est actionnaire à hauteur de 20 % de Nouvelle Lachaussée par le biais de la Société régionale d'investissement de Wallonie.

5. Autres informations

Le Fonds européen de la défense et l'industrie de la défense belge

En 2021, la Commission européenne a créé le Fonds européen de défense (FED) afin d'injecter quelque 8 milliards EUR dans des partenariats entre les pays et la défense, les instituts de recherche et les entreprises d'ici 2027. Dans ce contexte, plusieurs projets impliquant des entreprises d'armement et de technologie belges ont déjà été lancés. Un exemple est un système conçu pour neutraliser les chars ennemis « hors de vue ». D'après *L'Echo*, les entreprises wallonnes FN Herstal et John Cockerill sont impliquées, mais aussi le spécialiste flamand de l'infrarouge Xenics⁹⁰.

Participation à des salons de défense

Les entreprises de défense de la Région wallonne ont participé à plusieurs salons de défense entre juin 2021 et juin 2022. Du 14 au 17 septembre 2021, les entreprises FN Herstal et John Cockerill participèrent au salon DSEI, à Londres⁹¹. Du 19 au 22 octobre 2021, FN Herstal a participé au salon Milipol, à Paris⁹². Enfin, du 13 au 17 juin 2022 les sociétés FN Herstal, Daudé Fabrication et Grimonprez Transmission Gears participèrent au salon Eurosatory tenu également à Paris⁹³.

L'industriel John Cockerill était également présent au World Defense Show de Riyad, le premier salon consacré à la défense organisé par l'Arabie saoudite, du 6 au 9 mars 2022⁹⁴. John Cockerill Defense y a exposé différents produits, dont la tourelle Cockerill 1030, « *livrée au Moyen-Orient ces dernières années* », le Cockerill CPWS, la gamme de simulateurs de la filiale Agueris et le bateau de combat Cockerill. Un nouveau véhicule, le blindé Cockerill i-X était aussi présent. Celui-ci est conçu comme une plateforme blindée légère avec une tourelle modulaire pour intercepter les forces ennemies⁹⁵.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Stephanie de Smedt, « La valse des milliards autour des innovations militaires », *L'Echo*, 29 mai 2022, <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/la-valse-des-milliards-autour-des-innovations-militaires/10391741.html>

⁹¹ Official site DSEI United Kingdom, « DSEI 2021 Exhibitors », consulté le 5 juin 2022, <https://www.dsei.co.uk/exhibitors?&filters.Country=BEL&searchgroup=00000001-exhibitors>

⁹² Site officiel, Milipol Paris, « Exhibitors », consulté le 5 juin 2022, <https://en.milipol.com/Catalogue/exhibitors?query=fn%20>

⁹³ Site officiel Eurosatory Paris, « The 2022 exhibitors », consulté le 5 juin 2022, <https://www.eurosatory.com/the-2022-exhibitors-list/?lang=en>

⁹⁴ John Cockerill, « World Defense Show 2022 », 6 mars 2022, https://johncockerill.com/wp-content/uploads/2022/03/pr_jcd_wds2022_en_final.pdf

⁹⁵ *Ibid.*

D. Exportation d'armes par la Région wallonne : grandes tendances et débats actuels

Cette partie analyse les principales tendances des exportations d'armes wallonnes entre 2015 et 2020 (dernière année pour laquelle des données officielles de la Région sont disponibles au moment d'écrire ce rapport). Il présente une liste non exhaustive des débats et développements qui ont eu lieu entre juin 2021 et juin 2022 sur le sujet. Elle porte une attention particulière sur huit pays importateurs d'armes wallonnes. On parle de destinations sensibles au regard des critères de la Position commune européenne et du Décret wallon de 2012.

1. Tendances en matière d'exportation d'armes wallonnes entre 2015 et 2020

Outre les rapports annuels soumis par la Région wallonne sur ses exportations d'armes, la Banque Nationale de Belgique (BNB) collecte également des informations concernant les exportations de ce type de matériel dans sa base de données⁹⁶. Cependant, comme on peut le voir dans le tableau 1, les chiffres publiés par les deux institutions ne sont pas équivalents pour la période étudiée. En effet, les chiffres publiés par la BNB correspondent à la valeur déclarée lors du contrôle douanier à la frontière belge. Les droits de sortie, les prélèvements et les taxes intérieures sont exclus de la valeur en douane à l'exportation. Ainsi, les chiffres de la BNB présentés dans le tableau 1 ne correspondent pas à la valeur des exportations réelles, mais donnent une idée approximative des exportations d'armes, munitions et leurs accessoires réalisées par la Région wallonne entre 2015 et 2021. Les données fournies par les autorités wallonnes dans leur rapport annuel ne représentent pas non plus les exportations réelles réalisées, mais la valeur des licences octroyées dans une période spécifique. Souvent, les exportations liées aux licences octroyées se font des années après l'octroi du permis. Les informations sur les exportations effectives sont rarement fournies par les autorités de la Région.

Tableau 1 : Données concernant les exportations d'armes, de munitions et leurs parties et d'accessoires de la Région wallonne en EUR entre 2015 et 2021

| Exportations matériel de défense | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Total |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------------|---------------|
| Banque Nationale de Belgique | 346 470 107 | 370 977 891 | 420 736 267 | 429 736 267 | 437 346 045 | 312 825 116 | 302 757 971 | 2 620 849 664 |
| Rapports wallons | 955 178 205 | 453 126 064 | 620 625 104 | 949 922 104 | 2 659 447 745 | 2 603 324 373 | n. d. ⁹⁷ | 8 241 623 595 |

Sources : Banque Nationale de Belgique et Rapports annuels de la Région wallonne 2017-2020

Selon les données du dernier rapport sur les transferts d'armes de la Région wallonne, portant sur la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, la Région a approuvé 1 332 licences

⁹⁶ Banque nationale de Belgique, « Commerce extérieur — Région wallonne — Concept national », consulté en mai 2022, <https://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=EXTTRADEBENAT&lang=fr>

⁹⁷ Le rapport annuel de la Région wallonne relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense portant sur l'année 2021 n'a pas été rendu public au moment d'écrire ce rapport.

d'exportations et de transfert, pour un montant total de 2 603 millions EUR⁹⁸. À titre de comparaison, la Région avait approuvé 1 299 licences d'exportation et de transfert en 2019, pour un montant de 2 659 millions EUR⁹⁹.

En analysant les données des rapports wallons depuis 2015, on constate une évolution parmi les principaux importateurs d'armes wallonnes hors Union européenne (voir graphiques 1 et 2 basés sur les tableaux 2 et 3). En effet, entre 2015 et 2017, l'Arabie saoudite a été le premier client de la Région. Cependant, entre 2018 et 2020, cette place a été prise par le Canada. Cette lecture peut être trompeuse, car la majorité des ventes d'armes wallonnes au Canada entre 2018 et 2020 ont été réalisées dans le cadre d'un important contrat de production de véhicules blindés de combat d'infanterie (LAVIII) ayant l'Arabie saoudite comme destinataire final¹⁰⁰.

Tableau 2 : Valeur des licences d'exportation vers les principaux importateurs d'armes wallonnes hors UE entre 2015 et 2020 en EUR

| Destination | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Total |
|---------------------|-------------|------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------|
| Arabie saoudite | 575 861 451 | 33 514 269 | 152 700 289 | 225 709 829 | 302 005 378 | 0 | 1 289 791 216 |
| Bahreïn | 3 400 000 | 29 250 | 239 000 | 0 | 0 | 0 | 3 668 250 |
| Brésil | 5 752 826 | 764 204 | 411 876 | 4 497 315 | 4 754 872 | 4 979 452 | 21 160 545 |
| Canada | 2 029 573 | 4 099 428 | 4 879 053 | 41 469 031 | 1 798 287 259 | 1 800 194 835 | 3 650 959 179 |
| Colombie | 0 | 72 708 | 50 880 | 867 | 3303 | 2340 | 130 098 |
| Égypte | 2 122 834 | 0 | 6 532 123 | 0 | 0 | 14 044 050 | 22 699 007 |
| Émirats arabes unis | 19 351 372 | 48 614 295 | 0 | 6 516 000 | 3 697 380 | 0 | 78 179 047 |
| Indonésie | 2 395 385 | 17 925 497 | 26 035 336 | 69 350 249 | 7 543 482 | 90 506 096 | 213 756 045 |
| Israël | 122 113 | 10 060 768 | 816 450 | 8 502 099 | 118 575 | 1 303 358 | 20 923 363 |
| Mexique | 9 184 359 | 3 443 825 | 29 965 508 | 3 856 532 | 1 463 232 | 3 937 972 | 51 851 428 |
| Nigéria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 301 033 | 301 033 |
| Qatar | 658 952 | 1 581 798 | 163 546 | 1 206 968 | 1 206 968 | 1 006 785 | 5 825 017 |
| Turquie | 6 201 444 | 21 158 001 | 9 799 860 | 18 888 337 | 8 209 098 | 3 806 656 | 68 063 396 |

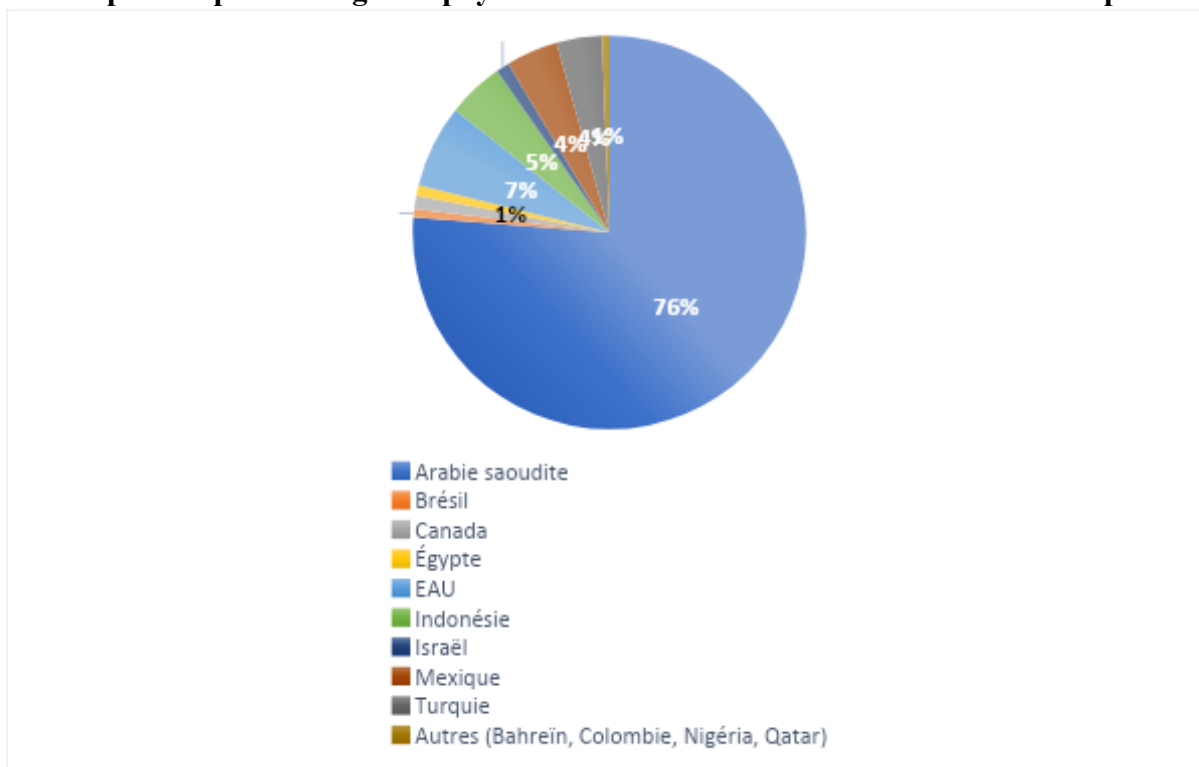
Source : Rapports annuels de la Région wallonne 2015-2020

⁹⁸ « Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2020 », <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20année%202020.pdf>

⁹⁹ « Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019 », <https://grip.org/wp-content/uploads/2020/12/Rapport-armes-annuel-2019.pdf>

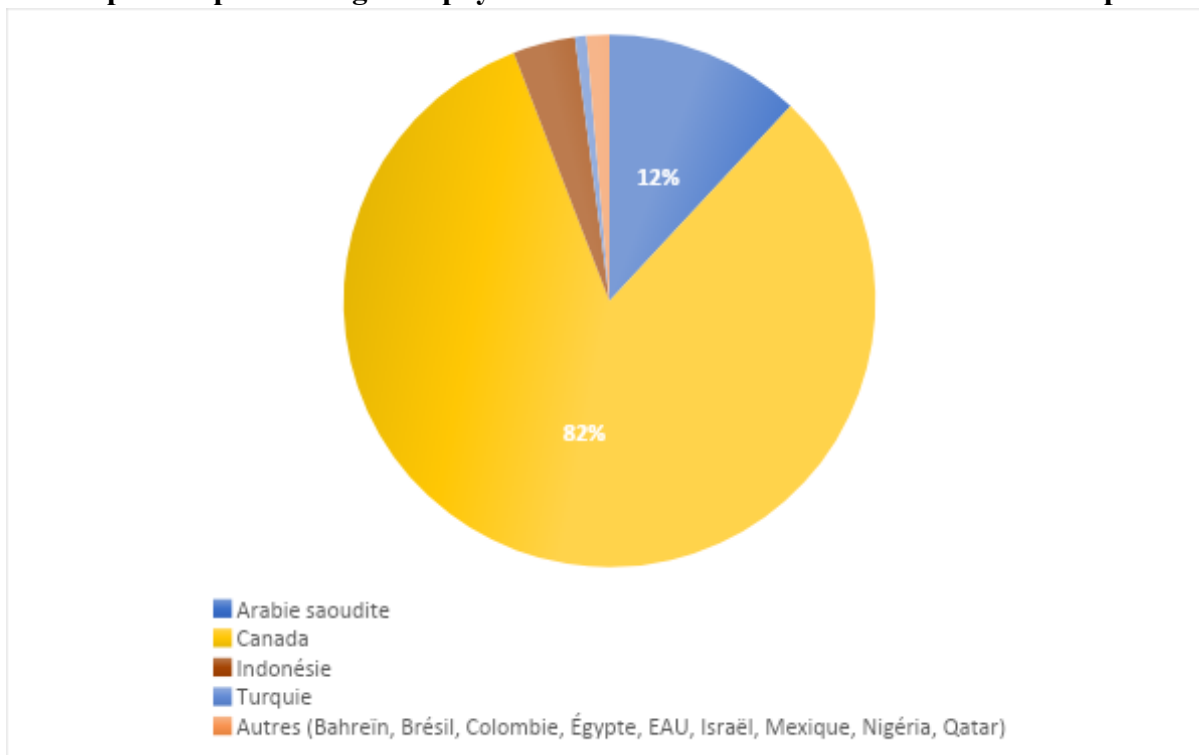
¹⁰⁰ D.F., « Canons belges vendus à l'Arabie saoudite : l'enquête d'Amnesty sur le mystérieux centre de formation installé en France », RTBF, 6 juillet 2020, <https://www.rtbf.be/article/canons-belges-vendus-a-larabie-saoudite-lenquete-damnesty-sur-le-mysterieux-centre-de-formation-installe-en-france-10537282>

Graphique 1 : Principaux pays destinataires des armes wallonnes hors UE entre 2015 et 2017 et part en pourcentage des pays dans le total de la valeur des licences sur la période



Source : Rapports annuels de la Région wallonne 2015-2020

Graphique 2 : Principaux pays destinataires des armes wallonnes hors UE entre 2018 et 2020 et part en pourcentage des pays dans le total de la valeur des licences sur la période



Source : Rapports annuels de la Région wallonne 2015-2020

Tableau 3 : Nombre de licences d'exportation octroyées par la Région wallonne aux premiers importateurs d'armes wallonnes hors UE entre 2015 et 2020

| Destination | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Total |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Arabie saoudite | 34 | 13 | 8 | 20 | 8 | 0 | 83 |
| Bahreïn | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Brésil | 21 | 13 | 20 | 23 | 10 | 27 | 114 |
| Canada | 23 | 31 | 20 | 15 | 21 | 26 | 136 |
| Colombie | 0 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 | 9 |
| Égypte | 2 | 0 | 3 | 0 | 0 | 2 | 7 |
| Émirats arabes unis | 18 | 15 | 9 | 2 | 1 | 0 | 45 |
| Indonésie | 15 | 19 | 12 | 23 | | 13 | 82 |
| Israël | 5 | 6 | 5 | | 1 | 4 | 21 |
| Mexique | 10 | 5 | 10 | 13 | 6 | 6 | 50 |
| Nigéria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Qatar | 8 | 4 | 4 | 8 | 5 | 7 | 36 |
| Turquie | 23 | 11 | 14 | 11 | 8 | 12 | 79 |

Sources : Rapports annuels de la Région wallonne 2015-2020

2. Débats et actualités sur les exportations d'armes wallonnes entre juin 2021 et juin 2022

Arabie saoudite

Malgré la diminution des licences d'exportation d'armes octroyées par la Région wallonne en 2020, l'Arabie saoudite reste l'un des principaux importateurs d'armes wallonnes au cours des six dernières années (voir tableaux 2 et 3 ci-dessus). Le pays du Moyen-Orient reste l'une des destinations d'armement les plus sensibles par son non-respect du droit international et des droits humains, tant sur son territoire qu'à l'étranger, et par son implication dans la guerre au Yémen depuis 2014 en tant que leader de la coalition arabe. C'est pourquoi les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite ont fait l'objet de plusieurs débats et actualités en Belgique entre juin 2021 et juin 2022.

Quatrième action en justice contre la Région wallonne pour ses exportations d'armes à l'Arabie saoudite

Le 6 septembre 2021, la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD) et la Ligue des droits humains ont annoncé leur quatrième action en justice contre la Région wallonne, afin de faire cesser les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite¹⁰¹. Aucune autre information sur le sujet n'a été publiée au moment de la rédaction de ce rapport.

Amnesty International dénonce les transferts d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite

Dans son rapport annuel sur les droits humains, publié en mars 2022, mais portant sur l'année 2021, Amnesty International a dénoncé les transferts d'armes irresponsables de la

¹⁰¹ Ligue des Droits Humains, « La Wallonie flingue les droits humains ! », 6 septembre 2020, <https://www.liguedh.be/la-wallonie-flingue-les-droits-humains/> et CNAPD, « Stop à la vente d'armes wallonnes à l'Arabie saoudite », 6 septembre 2021, <http://www.cnapd.be/stop-a-la-vente-darmes-wallonnes-a-larabie-saoudite/>

Région wallonne¹⁰². D'après l'organisation, « *la Région wallonne a continué d'accorder des autorisations de transferts d'armes à destination de pays appartenant à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen, en dépit du risque substantiel que ces armes soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations graves du droit international relatif aux droits humains et au droit international humanitaire* »¹⁰³.

Lors d'une audition au Parlement wallon le 17 janvier 2022¹⁰⁴, François Grass a rappelé aux « *membres du Parlement de Wallonie que (leurs) homologues parlementaires au niveau fédéral et européen se sont positionnés contre les exportations d'armes qui alimentent le conflit au Yémen* », et a incité le Parlement de Wallonie à prendre position sur cette question.

Rapport sur les exportations d'armes canadiennes vers l'Arabie saoudite avec des composants wallons

Le 11 août 2021, Amnesty International et l'organisation canadienne Project Ploughshares ont publié un rapport analysant les exportations d'armes canadiennes vers l'Arabie saoudite au regard de plusieurs législations internationales et nationales¹⁰⁵. Les conclusions du rapport démontrent que les pratiques du Canada sont, d'une part, contraires au TCA, mais également à la législation C-47, adoptée par le Canada en 2017 et censée renforcer son processus d'évaluation des exportations au regard de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).

D'après l'étude, plus de 95 % de toutes les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite en 2019 étaient des véhicules blindés légers (VBL) de GDLS-C26. La catégorie la plus importante d'exportation, après les véhicules terrestres et leurs composants, était celle des armes de gros calibre et leurs composants. Les deux organisations affirment que « *toutes les armes exportées vers l'Arabie saoudite sous cette catégorie étaient des tourelles John Cockerill 105mm fabriquées en Belgique* »¹⁰⁶. Ces armes sont importées au Canada, installées sur les VBL de GDLS-C et réexportées vers l'Arabie saoudite.

Le Canada est ainsi le principal destinataire des exportations wallonnes d'équipement militaire vers les Amériques (voir tableaux 2 et 3 ci-dessus). Ces licences concernaient des armes à feu portatives, des tanks, des véhicules blindés et pièces détachées, des propergols et poudres (agents explosifs), et des avions militaires et pièces détachées.

Le rapport d'Amnesty International et Project Ploughshares ajoute que dans le contexte de la guerre en cours au Yémen, l'Arabie saoudite est accusée d'avoir détourné des armes provenant d'Espagne, d'Allemagne, de Belgique, et de Serbie¹⁰⁷. En effet, dans le cas de la Belgique, une enquête menée par le consortium #BelgianArms en 2019 a révélé que les Saoudiens ont déployé des armes belges, produites notamment par Mecar et FN Herstal, dans

¹⁰² Amnesty International, « La situation des droits humains dans le monde : Rapport 2021/2022 », mars 2022, <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2022/03/WEBPOL1048702022FRENCH.pdf>

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ « Pétition pour une plus grande transparence d'octroi des licences d'armes », Séance publique de commission, Commission des affaires générales et des relations internationales, 17 janvier 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRAC/crac97.pdf

¹⁰⁵ Amnesty International et Project Ploughshares, « Aucune preuve crédible, l'analyse fautive du Canada sur les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite », août 2021, https://ploughshares.ca/wp-content/uploads/2021/08/NoCredibleEvidence_FR.pdf

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

le conflit au Yémen¹⁰⁸. En délivrant des licences d'exportation pour ces livraisons d'armes, le gouvernement wallon a affirmé avoir reçu l'assurance qu'elles « *étaient destinées uniquement à l'usage interne de la garde nationale saoudienne* »¹⁰⁹.

Des entreprises wallonnes au salon de la défense de l'Arabie saoudite

L'entreprise wallonne John Cockerill a participé au premier salon de défense organisé par le Royaume, en mars 2022. Depuis 2019, l'entreprise s'est associée à la Saudi Arabian Military Industries (SAMI), pour produire des systèmes de tourelles. La joint-venture SAMICMI Defence Systems, propose le premier système d'armes de propriété intellectuelle intégralement saoudien¹¹⁰. Au World Defence Show, SAMICMI a présenté le système ROAYA, pouvant être armé d'une mitrailleuse de calibre 7,62 ou 12,7 mm ou d'un lance-grenade de calibre 40 mm¹¹¹.

Trois entreprises françaises accusées de complicité de crimes de guerre au Yémen

Le 2 juin 2022, Mwatana for Human Rights, le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'homme (ECCHR) et Sherpa, avec le soutien d'Amnesty International France, ont déposé une plainte pénale devant le tribunal judiciaire de Paris contre trois entreprises d'armement françaises (Dassault, Thalès et MBDA) pour complicité de crimes de guerre¹¹². D'après les ONG plaignantes, ces entreprises françaises exportent des armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (EAU), tout en sachant qu'ils les utilisent contre des civils au Yémen depuis 2015¹¹³.

Égypte

Même si entre 2015 et 2020, la Région wallonne n'a pas accordé un grand nombre de licences à l'Égypte (sept au total), celles-ci sont d'une valeur élevée (22,6 millions EUR). L'Égypte est une destination d'armement sensible par ses attentes régulières aux droits humains au sein de son territoire. L'année 2021-2022 a été marquée par nombre de discussions sur la légalité des exportations d'armes européennes au régime du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, au regard des critères de la Position commune de l'UE. Il est important de préciser ici que les données pour la Belgique ne font pas apparaître d'informations relatives aux armes livrées par la Région wallonne. Les éléments présentés ci-dessous traitent du contexte général relatif aux allégations de mésusages d'armes livrées au régime égyptien par d'autres États membres de l'UE.

Deux entreprises françaises mises en examen pour complicité de torture et de disparitions forcées

¹⁰⁸ Allan Hope, «Proof that Belgian arms sold to Saudi Arabia are being used in Yemen», The Brussels Times, 8 mai 2019, <https://www.brusselstimes.com/news/business/56362/proof-that-belgian-arms-sold-to-saudi-arabia-are-being-used-in-yemen>.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Saudi Arabian Military Industries, « SAMI concludes IDEX 2021 participation with key strategic partnerships », 26 février 2021, <https://www.sami.com.sa/en/node/96388>

¹¹¹ « Saudi : SAMICMI makes history with Kingdom's first revolutionary turret system », Gulf Insider, 19 mai 2022, <https://www.gulf-insider.com/saudi-samicmi-makes-history-with-kingdoms-first-revolutionary-turret-system/>

¹¹² Sherpa *et al.*, « Complicité de crimes de guerre au Yémen : Une plainte déposée contre des entreprises d'armement françaises », Communiqué de presse, 2 juin 2022, <https://club.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2022/06/plainteindusarmesfr-guerreyemen@sherpa220602i.pdf>

¹¹³ *Ibid.*

Le 16 et 17 juin 2021, quatre dirigeants de l'entreprise française Nexa Technologies ont été mis en examen par le pôle crimes contre l'humanité et crimes et délits de guerre du tribunal judiciaire de Paris, pour complicité de tortures et de disparitions forcées¹¹⁴. L'entreprise avait fourni une technologie de surveillance à des régimes autoritaires en Égypte et en Libye. Nexa Technology a été inculpée en octobre 2021 pour « *complicité de torture et de disparitions forcées en Égypte entre 2014 et 2021* »¹¹⁵.

Utilisation d'armes françaises lors d'attaques visant des civils en Égypte

Le 21 novembre 2021, le site d'investigation français *Disclose* a publié une enquête sur l'utilisation d'armes françaises par le gouvernement d'Al-Sissi lors d'attaques visant des civils accusés de contrebande dans le désert occidental du pays¹¹⁶. Le média accuse l'État français de « *complicité dans les crimes de la dictature du maréchal Adbel Fattah al-Sissi* ». En effet, des avions légers de surveillance et de reconnaissance (ALSR) de type *Merlin III* auraient été exploités pour détecter les groupes de civils dans le désert. Suite à ces détectations, l'armée de l'air égyptienne menait des interventions visant, d'après elle, « *la destruction de trafiquants* ».

Actions en justice contre le gouvernement néerlandais pour ses exportations d'armes vers l'Égypte

Le 23 novembre 2021, le Tribunal de district de La Haye a rendu une décision dans une affaire concernant les exportations d'armes vers l'Égypte¹¹⁷. Une requête avait été transmise par un ensemble d'organisations de la société civile pour envisager des actions en justice à l'encontre de l'État néerlandais. Les organisations PAX, Stop Wapenhandel et la section néerlandaise de la Commission internationale de juristes avaient fait valoir qu'il existait un risque évident que « *l'exportation de marchandises militaires vers la marine égyptienne puisse contribuer ou être utilisée pour commettre des violations des droits humains et du droit international humanitaire* » et que les exportations étaient à l'encontre de la Position commune de l'UE¹¹⁸. La requête n'a pas abouti et après un appel, la Cour d'appel de La Haye a statué que l'État néerlandais pouvait continuer à exporter des armes vers l'Égypte. Si le juge reconnaît les violations des droits humains, celui-ci estime que les efforts des organisations n'étaient pas suffisants pour prouver que les armes exportées étaient utilisées dans ces violations¹¹⁹.

Émirats arabes unis

Dans le tableau 3 ci-dessus, il est possible d'observer une diminution du nombre de licences d'exportation wallonnes accordées aux Émirats au cours des trois dernières années. Néanmoins, ce pays reste le troisième importateur d'armes fabriquées en Wallonie entre 2015

¹¹⁴ Fédération internationale pour les droits humains, « Surveillance et torture en Égypte et en Libye — des dirigeants d'Amesys et Nexa Technologies mis en examen », 22 juin 2021, <https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/egypte/surveillance-et-torture-en-egypte-et-en-libye-des-dirigeants-d-amesys>

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ « Les mémos de la terreur : Opération Sirli », *Disclose*, 21 novembre 2022, <https://egypt-papers.disclose.ngo/fr/chapter/operation-sirli>

¹¹⁷ Joëlle Trampert, « A clear risk of what ? The Egyptian navy, the Dutch arms export policy and linguistic inconsistencies in the EU Common Position », *Rethinking SLIC*, 6 décembre 2021, <https://rethinkingslic.org/blog/state-responsibility/101-a-clear-risk-of-what-the-egyptian-navy-the-dutch-arms-export-policy-and-linguistic-inconsistencies-in-the-eu-common-position>

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Stop Wapenhandel, « Appeal on arms export to Egypt lost », 18 mai 2022, <https://stopwapenhandel.org/appeal-on-arms-export-to-egypt-lost/>

et 2020 avec des licences pour une valeur de 78,2 millions d'EUR (voir tableau 2 ci-dessus). Tout comme l'Arabie saoudite, les EAU restent l'une des destinations d'armement les plus sensibles par leur implication dans la guerre au Yémen et le non-respect des droits humains au sein de son propre territoire. Même si les nouvelles et débats présentés ensuite ne concernent pas directement les exportations d'armes wallonnes, ils illustrent un schéma où le pays est accusé d'avoir détourné de l'armement européen vers le conflit au Yémen.

Rapport sur violations des droits humains et rôle des EAU dans la guerre au Yémen

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et des organisations associées telles que le Gulf Center for Human Rights (GCHR) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH), ont publié un rapport en décembre 2021 dénonçant les violations des droits humains aux Émirats et leur rôle dans la guerre au Yémen¹²⁰. Un chapitre du rapport analyse la manière dont les autorités françaises ont continué à vendre des armes au pays, en violation de ses obligations internationales en matière d'exportation d'armes. Ainsi, la France serait impliquée dans l'industrie de défense émiratie par l'exportation directe d'armements vers les EAU, par le transfert de connaissances et de compétences, par le développement conjoint d'armements avec les EAU dans le cadre d'un projet impliquant d'autres fournisseurs (allemands, britanniques, etc.) et par le développement d'armements à travers des filiales étrangères d'entreprises françaises¹²¹.

Trois entreprises françaises accusées de complicité de crimes de guerre au Yémen

Comme mentionné précédemment dans la partie sur les exportations d'armes à l'Arabie saoudite (voir plus haut), le 2 juin 2022, quatre ONG françaises ont déposé une plainte pénale devant le tribunal judiciaire de Paris contre Dassault, Thalès et MBDA pour complicité de crimes de guerre au Yémen¹²². Selon les affirmations des ONG plaignantes, reprises par le média *Franceinfo*¹²³, Dassault a vendu 59 avions multirôle Mirage aux EAU et assuré leur maintenance, leur permettant de « rester opérationnels ». La société MBDA France est visée pour avoir exporté des missiles Storm Shadow et Scalp aux belligérants. De son côté, le groupe Thalès leur a fourni un système de guidage de missiles baptisé Damoclès et Thalios.

Le bilan calculé par les ONG est « *d'au moins 3 000 morts et 4 000 blessés dus à l'utilisation d'armes récentes vendues aux Émirats et à l'Arabie saoudite* »¹²⁴. Déjà en avril 2019, le média d'investigation français *Disclose* avait confirmé l'utilisation d'armes françaises au Yémen¹²⁵.

¹²⁰ Fédération Internationale pour les droits humains, « Ventes d'armes : France et Émirats arabes Unis, partenaires dans les crimes commis au Yémen ? », décembre 2021, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/arms781fr.pdf>

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Sherpa *et al.*, « Complicité de crimes de guerre au Yémen : Une plainte déposée contre des entreprises d'armement françaises », Communiqué de presse, 2 juin 2022, <https://club.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2022/06/plainteindusarmesfr-guerreyemen@sherpa220602i.pdf>

¹²³ « Yémen : Dassault, Thalès et MBDA visés par une plainte pour « complicité de crimes de guerre » déposée par trois ONG à Paris, Franceinfo, 2 juin 2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/yemen-dassault-thales-et-mbda-vises-par-une-plainte-pour-complicite-de-crimes-de-guerre-deposee-par-trois-ong-a-paris_5174071.html#xtor=CS2-765

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ « Made in France », Disclose, 15 avril 2019, <https://disclose.ngo/fr/investigations/made-in-france>

Indonésie

Si le nombre de licences octroyées par la Région wallonne à des pays comme l'Arabie saoudite ou les EAU a changé entre 2015-2017 et 2018-2020, celles visant l'Indonésie sont restées stables au cours de ces deux périodes (voir graphiques 1 et 2 plus haut). Entre juin 2021 et juin 2022, plusieurs informations ont été publiées sur la signature de contrats d'exportation ou la livraison d'armes belges vers les autorités indonésiennes.

Chars moyens Kaplan MT pour l'armée indonésienne équipés de tourelles John Cockerill

D'après le média *Army Recognition*, l'entreprise turque FNSS procédera à la livraison de 18 chars moyens FNSS Modern Medium Weight Tank (Kaplan MT) à l'armée indonésienne avant la fin de l'année 2021¹²⁶. Le Kaplan MT est équipé de la tourelle CT-CV conçue par la société belge John Cockerill. Cette livraison s'insère dans le cadre d'un accord conclu le 12 avril 2019 entre FNSS et la société indonésienne PT Pindad qui ont développé le char conjointement, pour un montant de 135 millions USD¹²⁷.

Acquisition de simulateurs de chars Agueris fabriqués par John Cockerill Defense Forces

Le 19 novembre 2021, la firme belge John Cockerill a décroché un contrat pour la fourniture de simulateurs d'entraînement à l'armée indonésienne, au travers de sa filiale française Agueris¹²⁸. Aucun détail sur ce contrat n'a été communiqué, mais ces simulateurs seraient destinés à la formation et à l'entraînement de l'équipage du char moyen Harimau. Ce dernier est fabriqué par l'entreprise indonésienne PT Pindad et l'entreprise turque FNSS. Il est doté d'une tourelle C3105 de John Cockerill Defense armée du canon 105 HP.

CMI Defence participe à la production des véhicules d'appui au feu Ranpur Badak 6x6 pour l'armée indonésienne

Le 27 janvier 2022, l'armée indonésienne a reçu sept véhicules d'appui au feu Badak 6x6 livrés par la société indonésienne PT Pindad¹²⁹. Ceux-ci ont été produits en collaboration avec la société belge John Cockerill. Les deux sociétés ont signé un protocole d'accord en septembre 2014 afin de développer le système de tourelle Cockerill avec différentes armes.

Israël

Entre 2015 et 2020, la Région wallonne a octroyé 21 licences d'exportation d'armes à Israël pour un montant de 20 923 363 EUR. Ces licences concernaient des armes légères, des systèmes de contrôle de tir, des agents explosifs, des avions militaires et des systèmes d'imagerie militaire. La continuité du conflit israélo-palestinien et les attaques régulières des forces de l'ordre israéliennes contre la population palestinienne, incluant d'importantes frappes à Gaza, font d'Israël une destination d'armes sensible. Les informations présentées

¹²⁶ « FNSS from Turkey to deliver 18 Kaplan MT Medium Tanks to Indonesian army », *Army Recognition*, 1 septembre 2021, https://www.armyrecognition.com/defense_news_september_2021_global_security_army_industry/fnss_from_turkey_to_deliver_18_kaplan_mt_medium_tanks_to_indonesian_army.html

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Nathan Gain, « Agueris livrera des simulateurs d'entraînement à l'Indonésie », *Forces Operations Blog*, 19 novembre 2021, <https://www.forcesoperations.com/agueris-livrera-des-simulateurs-dentrainement-a-lindonesie/>

¹²⁹ « TNI Indonesian army receives Ranpur Badak 6x6 Fire Support Vehicles », *Army Recognition*, 21 février 2022, https://www.armyrecognition.com/defense_news_february_2022_global_security_army_industry/tni_indonesian_army_receives_ranpur_badak_6x6_fire_support_vehicles.html

ci-dessous ne concernent pas directement les exportations d'armes wallonnes, mais illustrent un schéma où le pays utilise des armes et équipements de pays européens pour mener à bien des attaques contre les Palestiniens.

Utilisation d'armes britanniques par Israël à Gaza

En septembre 2021, l'organisation britannique War on Want a publié un document sur l'utilisation d'armes britanniques par Israël contre les civils palestiniens à Gaza¹³⁰. Le rapport souligne que la plupart des éléments vendus à Israël sont des composants et qu'il est ainsi difficile de retracer clairement leur utilisation, mais relève également que, depuis 2015, les licences pour exportation incluent des ML22 (technologie militaire), des ML10 (avions, hélicoptères, drones), ML4 (grenades, bombes, missiles, contre-mesures), ML6 (véhicules blindés, chars), ML3 (munitions), et ML1 (armes légères), ainsi que des F-35 utilisés dans la bande de Gaza en mai 2021, et que la Grande-Bretagne contribue à produire¹³¹.

Mexique

Le niveau élevé de violence qui caractérise actuellement le pays, principalement dû à la présence de nombreuses organisations criminelles sur le territoire mexicain, fait du Mexique une destination sensible pour les armes¹³². La corruption endémique ou la mauvaise gestion des équipements de défense par les autorités mexicaines augmentent le risque de détournement de ces matériels vers des groupes criminels¹³³. De même, les membres des forces armées mexicaines se rendent souvent coupables de violations des droits humains, mais restent le plus souvent impunis en raison des piètres performances du système judiciaire national¹³⁴. La question des exportations d'armes vers le Mexique a fait l'objet de plusieurs actualités depuis 2019.

Utilisation d'armes wallonnes par les cartels mexicains

En octobre 2019, des unités des forces de l'ordre mexicaines, soutenues par des éléments de l'armée mexicaine, ont arrêté Ovidio Guzmán López, fils de Joaquín « El Chapo » Guzmán, lors d'une opération à Culiacán, dans l'État de Sinaloa¹³⁵. En réponse à cette arrestation, des dizaines de membres du cartel de Sinaloa ont semé le chaos dans les rues de la ville. Les membres du cartel, bien armés, ont réussi à affronter les forces armées mexicaines, les obligeant à libérer Ovidio Guzmán¹³⁶. D'après Armement Research Services (ARES), ils

¹³⁰ « Briefing : UK weapons and Israel's use of force against civilians », War on Want, Septembre 2021, <https://waronwant.org/resources/briefing-uk-weapons-and-israels-use-force-against-civilians>

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Secretaría de Seguridad y protección ciudadana y Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, « Reportes de víctimas por año », Gobierno de México, 20 janvier 2022, <https://www.gob.mx/sesnsp/acciones-y-programas/victimas-nueva-metodologia?state=published>

¹³³ Secretaría de Relaciones Exteriores, « Mexico will promote actions against arms trafficking in the UN », Press Release 528, 21 novembre 2021, <https://www.gob.mx/sre/prensa/mexico-will-promote-actions-against-arms-trafficking-in-the-un?idiom=en>

¹³⁴ Comisión Nacional de Derechos Humanos, « Indicadores por autoridad 2019-2021 », Sistema Nacional de Alerta de Violación a los Derechos Humanos, consulté en juin 2022, <https://appweb2.cndh.org.mx/SNA/inicio.asp>

¹³⁵ Robin Eveleigh, « European Gun Makers Are Quietly Supplying the Mexican Drug Wars », Vice, 28 janvier 2020, <https://www.vice.com/en/article/3a8dxb/european-gun-makers-are-quietly-supplying-the-mexican-drug-wars>

¹³⁶ *Ibid.*

étaient équipés d'un mélange d'armes légères dont des AK de fabrication roumaine et des mitrailleuses légères FN Herstal MINIMI belges¹³⁷. Des armes de poing Beretta italiennes et Glock autrichiennes ont également été repérées lors de la série d'échanges de tirs ce jour-là.

Détournement d'armes wallonnes vers des groupes armés colombiens

D'après un article de Reuters, publié en avril 2022, les cartels de drogues mexicains livreraient des armes aux groupes armés colombiens en échange de cargaisons de cocaïne¹³⁸. Parmi ces armes se trouveraient des pistolets FN Five-seveN, fabriqués par la société wallonne FN Herstal. Les relations entre les cartels mexicains et les groupes armés colombiens subsistent depuis longtemps et les paiements sont de plus en plus souvent faits en armes à feu. Les armes possédées par ces groupes leur permettraient d'égaliser, voire de dépasser les forces armées de l'État en termes de puissance de feu, selon un responsable du Centre d'information antiterroriste et de traçage des armes (CIARA) de la police colombienne¹³⁹.

Turquie

Le 13 octobre 2019, réagissant à plusieurs interpellations à propos d'éventuelles exportations d'armes vers la Turquie, le Ministre-Président Elio Di Rupo déclarait que depuis 2016, « aucune arme wallonne n'a été vendue au gouvernement turc, à sa police ou à son armée », ajoutant que le gouvernement « poursuivra bien entendu cette politique de refus de vendre des armes aux autorités turques »¹⁴⁰. Le 21 octobre 2019, en réponse à plusieurs questions parlementaires, il ajoutait qu'« à la suite du coup d'État manqué intervenu en juillet 2016, la Wallonie a révoqué plusieurs licences d'exportation à destination de la Turquie et opposé des refus à l'octroi de nouvelles licences. La politique actuelle reste inchangée »¹⁴¹. Des exportations d'armes vers la Turquie ont pourtant été enregistrées sans cesse entre 2015 et 2020 (voir tableaux 2 et 3 ci-dessus). Ce sujet a ainsi fait l'objet de plusieurs débats et actualités en Belgique entre juin 2021 et juin 2022.

ONG belges demandent un arrêt des exportations d'armes vers la Turquie

Le 1^{er} juillet 2021, plusieurs ONG belges (Ligue des droits humains, Amnesty International, CNAPD et Vredesactie), ont demandé, via une lettre adressée aux gouvernements fédérés de Belgique (Wallonie, Flandre et Bruxelles-Capitale), d'arrêter les exportations de composants

¹³⁷ Armament Research Service, « Weapons used by Sinaloa Cartel sicarios in Culiacán, Mexico », 18 octobre 2019, <https://armamentresearch.com/weapons-used-by-cartel-sicarios-in-culiacan-mexico/>

¹³⁸ Luis Jaime Acosta, « Mexican cartels swap arms for cocaine, fueling Colombia violence », Reuters, 13 avril 2022,

<https://www.reuters.com/world/americas/mexican-cartels-swap-arms-cocaine-fueling-colombia-violence-2022-04-12/>

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ « Offensive turque en Syrie - La Wallonie a interrompu, dès 2016, les exportations d'armes vers la Turquie », La Libre, 13 octobre

2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/offensive-turque-en-syrie-la-wallonie-a-interrompu-des-2016-les-exportations-d-armes-vers-la-turquie-5da36cca9978e22374dbb84c>

¹⁴¹ Parlement de Wallonie, Commission des affaires générales et des relations internationales, « La vente d'armes à la Turquie, » réponse du Ministre-Président Di Rupo à deux questions orales de Christophe Bastin et Hélène Ryckmans, 21 octobre

2019, https://www.youtube.com/watch?v=T4JGf_IKRe0&list=PLw92t1YotbteTgtolIHry5CkbFt-EJrsm&t=5112s

liés à la Défense pour les avions de transport militaire destinés à la Turquie¹⁴². Cette demande s'explique par les violations turques de l'embargo sur les armes à destination de la Libye, instauré par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2011. Des entreprises d'armement belges fournissent depuis 2013 des composants pour l'avion de transport militaire turc A400M, qui joue un rôle important dans la livraison d'armes et de troupes turques pour les guerres en Libye, en Syrie et au Nagorny-Karabakh. Les ONG ont donné quatre jours aux gouvernements pour prendre les mesures qu'elles jugent nécessaires, notamment dans la révision des licences, sous peine de poursuites judiciaires. Les ONG réclament le respect des lois fédérales et internationales, le respect des droits humains fondamentaux et plus de transparence dans l'octroi des licences.

Ces ONG ont le 27 octobre 2021, engagé une action auprès du Conseil d'État contre le gouvernement flamand pour la fourniture des composants d'avions à la Turquie¹⁴³. Elles réclamaient des mesures qu'elles jugeaient nécessaires, notamment concernant le système de révision des licences jugé trop opaque. Une révision doit permettre selon elles un meilleur respect des lois fédérales et internationales et des droits humains fondamentaux. La procédure s'est déroulée le 22 décembre 2021 et, le 9 février 2022, le Conseil d'État a déclaré l'appel irrecevable¹⁴⁴.

Ukraine

Depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, le sujet des exportations d'armes en soutien de ce pays afin de faire face à l'invasion russe a été très présent dans les actualités et débats en Belgique. Alexander De Croo, premier ministre belge, a annoncé à plusieurs reprises l'envoi de matériel militaire à l'Ukraine, dont des ALPC fabriquées par la FN Herstal, en Région wallonne (voir plus haut dans la section A.2.). Des observations sur le terrain en Ukraine ont montré l'utilisation par les forces armées ukrainiennes de mitrailleuses légères Minimi/M249SAW et de M240B/MAG produites par la FN Herstal¹⁴⁵. Le manque de documentation concernant les marquages de l'armement ne permet cependant pas de déterminer si ces armements proviennent d'exportations américaines ou belges. De même, des FN M4A1 produites par FN Herstal ont été identifiées chez les forces armées ukrainiennes¹⁴⁶. Ces dernières proviennent de la filière américaine de la firme belge dont la Région wallonne est actionnaire et ont été exportées par les États-Unis¹⁴⁷.

¹⁴² « Commerce des armes : il faut arrêter l'exportation de composants militaires vers la Turquie ». Amnesty International, 1^{er} juillet 2020,

<https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-faut-arreter-exportation-composants-militaires>

¹⁴³ CNAPD, « Des organisations dénoncent les exportations d'armes flamandes vers la Turquie », 27 octobre 2021 <http://www.cnapd.be/des-organisations-denoncent-les-exportations-darmes-flamandes-vers-la-turquie/>

¹⁴⁴ Vredesactie, « Vandaag brengen we Vlaamse wapenhandel voor de rechtbank! », 22 décembre 2022 <https://t.me/Vredesactie/35> et Nederlandse rechtbank van eerste aanleg Brussel —21/82/C Beschikking Kortgeding kamer Voorlopige maatregelen Art 584 Ger.W, 9 février 2022.

¹⁴⁵ Calibre Oscura, « UA SoF with M240 & ELCAN SpecterDR optic, feat. HMMWV », Twitter, 3 mars 2022, <https://twitter.com/CalibreOscura/status/1499506937414754310?s=20&t=YhXvp7hQEpiCWD4E02uHIg> et Calibre Oscura, « Claimed Lithuanian foreign fighters with Mk19 grenade launcher, recent model M249 Para, and PKM », Twitter, 11 avril 2022, <https://twitter.com/CalibreOscura/status/1513593624436559888?s=20&t=YhXvp7hQEpiCWD4E02uHIg>

¹⁴⁶ War Noir, « A Ukrainian combatant recently obtained a new FN M4A1 carbine equipped a Trijicon ACOG scope », Twitter, 28 mai 2022, https://twitter.com/war_noir/status/1530659582162259968?s=20&t=isywqghbfLyFkG5xNYBkmw

¹⁴⁷ *Ibid.*, La FN M4A1 observée est produite à Columbia, en Caroline du Sud.

Le 20 avril 2022, la députée d'Ecolo Hélène Ryckmans a interrogé le Ministre-Président au sujet des exportations des armes wallonnes¹⁴⁸. Elio Di Rupo, Ministre-Président de la Région wallonne a affirmé qu'« aucune licence n'a été octroyée dans le cadre de la décision fédérale du 18 mars 2021. La Défense nationale, la Défense belge, a acheté du matériel létal et non létal ainsi que des protections et des appareils de vision nocturne à plusieurs entreprises belges. Ce matériel est envoyé en Ukraine par la Défense belge en toute légalité. Les dépenses seront couvertes par les fonds européens, la Facilité européenne pour la paix ».

Risques liés aux exportations d'armes en Ukraine

Dans un article de *Franceinfo*, publié le 6 juin 2022, des spécialistes mettent en garde contre les risques de détournement d'armes à la veille de la fin du conflit en Ukraine¹⁴⁹. Ils demandent que des mesures soient prises pour éviter le même scénario que l'ex-Yougoslavie, région qui avait été le point de départ de nombreux trafics nourrissant les réseaux criminels vers l'ouest à la fin des années 1990. Europol veut ainsi installer « un groupe de travail international pour développer des stratégies » contre de potentielles contrebandes. Selon son directeur général, Jürgen Stock, l'Union européenne est « une destination probable pour ces armes, car les prix sur le marché noir sont nettement plus élevés en Europe, notamment dans les pays scandinaves »¹⁵⁰.

E. Situation sécuritaire et violations des droits humains dans des pays de destination d'armes wallonnes

Enfin, cette dernière partie fournit des informations sur la situation sécuritaire de certains pays importateurs d'armes wallonnes. Elle traite également des cas de violations et d'abus des droits humains par les autorités de ces pays qui se sont produits pendant la période étudiée. La liste d'événements présentée ci-dessous n'est pas exhaustive, mais donne un aperçu du type d'infractions répertoriées et des risques qui y sont liés.

Arabie saoudite

Bilan des droits humains en 2021

Le rapport annuel sur l'état des droits humains dans le monde d'Amnesty International souligne que les droits et la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifiques ont encore été réprimés durant l'année 2021 en Arabie saoudite¹⁵¹. De même, de lourdes peines de prison ont visé des défenseurs des droits humains ou des personnes ayant émis des critiques envers le gouvernement¹⁵².

Les exécutions ont augmenté en Arabie saoudite en 2021

Le 8 juillet 2021, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant les peines de mort de délinquants mineurs en Arabie saoudite, dont les aveux ont été extorqués par la

¹⁴⁸ Parlement wallon, « Question de M^{me} Ryckmans à M. Di Rupo, Ministre-Président, intitulée : “Les crimes de guerre et la défense du territoire dans le cadre de la guerre en Ukraine” », Commission des affaires générales et des relations internationales, 20 avril 2022, <https://ruche.ecolo.be/ruche/public/f9f3dd>

¹⁴⁹ Fabien Magnenou, « Guerre en Ukraine : les armes envoyées sur le front risquent-elles de revenir illégalement en Europe de l'Ouest ? », *Franceinfo*, 6 juin 2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-les-armes-envoyees-sur-le-front-risquent-elles-de-revenir-illegalement-en-europe-de-l-ouest_5168269.html

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁵² *Ibid.*

torture¹⁵³. Selon un rapport publié le 3 août par Amnesty International, les autorités saoudiennes ont intensifié, entre janvier et juillet 2021, la persécution des défenseurs des droits humains et des dissidents et accéléré le rythme des exécutions, après une accalmie observée pendant la période de présidence par l'Arabie saoudite du G20¹⁵⁴. D'après l'ONG, après une chute de 85 % en 2020, au moins 40 personnes ont été exécutées entre janvier et juillet 2021.

Guerre au Yémen : frappes de la coalition arabe et violations des droits humains

Plainte contre responsables saoudiens et yéménites pour violations des droits humains

De même, l'organisation yéménite Legal Center for Rights and Development et l'avocat français Joseph Breham ont déposé plainte avec constitution de partie civile le 3 décembre 2021 à Paris contre Mohammed Ben Zayed et Mohammed Ben Salmane, ainsi que plusieurs responsables yéménites pour crime de guerre, torture et financement du terrorisme¹⁵⁵. Aucune information sur les avancées de cette plainte n'a été rendue publique depuis.

Attaques menées par la coalition arabe

- Selon un rapport d'Human Rights Watch, daté du 18 avril 2022, la coalition arabe au Yémen aurait mené trois attaques fin janvier 2022, tuant 80 personnes, dont trois enfants, et en blessant 156 autres. L'organisation yéménite Mwatana for Human Rights et Human Rights Watch ont exhorté les Nations unies à établir un nouveau mécanisme d'enquête, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies ou du Conseil des droits de l'homme, afin de recueillir des preuves d'éventuels crimes de guerre commis par toutes les parties au conflit, en vue de futures poursuites pénales¹⁵⁶. Au moment d'écrire ce rapport, rien n'a été mis en œuvre en ce sens.
- Après un court cessez-le-feu en juin 2021, les attaques et frappes aériennes ont repris suite à des attaques houthis et ont fait plusieurs morts¹⁵⁷. Entre le mois de juin et de décembre 2021, environ 14 800 rebelles auraient été tués autour de la ville de Marib, lors des opérations menées par la coalition arabe¹⁵⁸.

¹⁵³ Parlement européen, « Violations des droits de l'homme à Hong Kong, en Arabie saoudite et en Iran », Communiqué de presse, 8 juillet 2020, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210701IPR07521/violations-des-droits-de-l-homme-a-hong-kong-en-arabie-saoudite-et-en-iran>

¹⁵⁴ Amnesty International, « Arabie saoudite. Les autorités intensifient la répression après un répit lié au G20 ? », 3 août 2021,

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/saudi-arabia-authorities-ramp-up-repression-after-g20-hiatus/>

¹⁵⁵ Christophe Ayad, « Une plainte en France vise les dirigeants des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite », Le Monde, décembre 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/03/une-plainte-en-france-vise-les-dirigeants-des-emirats-arabes-unis-et-de-l-arabie-saoudite_6104581_3210.html

¹⁵⁶ « Yémen : des attaques menées par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont tué des civils », Human Rights Watch, 18 avril 2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/04/18/yemen-des-attaques-menees-par-l-arabie-saoudite-et-les-eau-ont-tue-des-civils>

¹⁵⁷ « Yémen : plus de 110 morts en trois jours dans des combats pour le contrôle de Marib », France 24, 27 juin 2022,

<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210627-y%C3%A9men-plus-de-110-morts-en-trois-jours-dans-des-combats-pour-le-contr%C3%B4le-de-marib>

¹⁵⁸ « Yémen : environ 14 700 rebelles tués autour de Marib en cinq mois », RTBF, 18 novembre 2021, <https://www.rtbf.be/article/yemen-environ-14-700-rebelles-tues-autour-de-marib-en-cinq-mois-10881328?id=10881328> et « La coalition arabe annonce la mort de 100 Houthis à Marib en 24 heures », Anadolu Agency, 19 décembre 2021,

- 70 personnes ont été tuées dans un centre de détention à Saafa, le 21 janvier 2022, à la suite d'une attaque menée par la coalition arabe¹⁵⁹. Le même jour, à Al-Hudaida, une autre frappe aurait tué trois enfants et 60 adultes. Elle visait des infrastructures publiques, notamment un centre de télécommunications contrôlant l'accès à internet¹⁶⁰.
- D'après les informations recueillies par le Yemen Data Project, le mois de janvier 2022 aurait été le plus violent des derniers cinq ans au Yémen : 139 morts et 287 civils blessés dans des frappes aériennes ont été recensés¹⁶¹. Le nombre de raids aériens aurait augmenté de 60 %, passant de 250 en décembre 2021 à 401 en janvier 2022. Le nombre de civils blessés ou tués aurait également doublé depuis la fin du programme de surveillance des droits humains des Nations unies en octobre 2021. On compte ainsi 823 civils tués durant les quatre mois précédant la fin de leur mandat, contre 1535 durant les mois ayant suivi son arrêt¹⁶².

Égypte

Bilan des droits humains en 2021

Le rapport annuel d'Amnesty International sur l'état des droits humains dans le monde publié en mars 2022 fait référence à des atteintes aux droits humains et à la liberté d'expression en Égypte. À titre d'exemple, une descente de police a eu lieu le 24 juin dans les bureaux du site d'information indépendant Al Manassa, et la rédactrice en chef, Noura Younes, avait été brièvement détenu par les forces de l'ordre¹⁶³.

De même, l'organisation s'inquiète des restrictions à la liberté d'expression, au droit à manifester pacifiquement et à constituer une opposition politique solide et aux lois anti-terroristes justifiant un mépris des droits des militants et des citoyens. Le journaliste Abdelnasser Salama avait, par exemple, été arrêté après avoir appelé à la démission du président en juillet 2021, et a été incarcéré avec 24 de ses confrères à la suite d'une condamnation, et dans l'attente des conclusions d'une enquête portant sur « *l'utilisation abusive des réseaux sociaux* », la « *diffusion de fausses informations* » et « *terrorisme* » selon le dernier rapport d'Amnesty International¹⁶⁴.

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/la-coalition-arabe-annonce-la-mort-de-100-houthis-%C3%A0-marib-en-24-heures-2451812>

¹⁵⁹ Amnesty International, «Yemen: US-made weapon used in air strike that killed scores in escalation of Saudi-led coalition attacks», 26 janvier 2022,

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/01/yemen-us-made-weapon-used-in-air-strike-that-killed-scores-in-escalation-of-saudi-led-coalition-attacks/#:~:text=Amnesty%20International%20previously%20identified%20the,six%20civilians%20%E2%80%94%20including%20three%20children>

¹⁶⁰ Save the Children, «Yemen : At least three children among more than 60 killed as airstrikes down internet across the country», 21 janvier 2022,

<https://www.savethechildren.net/news/yemen-least-three-children-among-more-60-killed-airstrikes-down-internet-across-country#:~:text=At%20least%20three%20children%20and,is%20feared%20to%20be%20higher>

¹⁶¹ Yemen Data Project, «Air Raids Kill and Injure Over 400 Civilians In First Month of 2022», février 2022,

<https://mailchi.mp/1c6fc3f8ddfc/february2022-yemen-data-project-update-13435265>

¹⁶² Norwegian Refugee Council, «Yemen : Civilian casualties double since end of human rights monitoring», 10 février 2022,

<https://www.nrc.no/news/2022/february/yemen-civilian-casualties-double-since-end-of-human-rights-monitoring/>

¹⁶³ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022,

https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁶⁴ *Ibid.*

Émirats arabes unis

Général émirati accusé de torture élu à la tête d'Interpol

Le 25 novembre 2021, le général émirati Ahmed Nasser al-Raisi a été élu à la tête d'Interpol alors que de nombreuses inquiétudes subsistent quant à ses pratiques passées. Le général est en effet visé par de nombreuses plaintes pour torture et barbarie depuis 2017¹⁶⁵.

Rapports dénonçant des violations des droits humains aux EAU

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et des organisations associées telles que le Gulf Center for Human Rights (GCHR) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH), ont publié un rapport en décembre 2021 dénonçant les violations des droits humains aux Émirats et le rôle de l'État dans la situation au Yémen¹⁶⁶. D'après ces organisations, ce rapport vise à mettre en lumière la manière dont les EAU, alliés stratégiques des puissances occidentales, sont un régime répressif, où toute voix dissidente risque l'emprisonnement et la torture. Par ailleurs, ce rapport présente aussi les responsabilités directes et indirectes des autorités émiraties dans certaines des violations les plus graves qui ont été commises dans le conflit yéménite. Enfin, ces organisations analysent la manière dont les autorités françaises ont continué à équiper militairement le régime, en violation de ses obligations internationales en matière d'exportation d'armes.

Le rapport annuel d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde en 2021, publié le 29 mars 2022, relève les violations toujours perpétrées aux EAU : détentions arbitraires, traitements cruels et inhumains envers les personnes détenues, répression de la liberté d'expression et atteintes au respect de la vie privée¹⁶⁷. La peine de mort est toujours en vigueur dans le pays et les personnes apatrides sont toujours privées du droit à la nationalité.

Israël

Bilan des droits humains en 2021

Dans son rapport annuel, l'organisation Amnesty International soulève un certain nombre de violations des droits humains de la part des forces israéliennes en 2021¹⁶⁸. L'ONG internationale dénonce des attaques illégales perpétrées durant le conflit armé en mai 2021 entre Israël et Gaza et affirme qu'ils peuvent s'apparenter à des crimes de guerre. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Haut-Commissariat aux droits humains, 242 Palestiniens, dont 63 enfants, ont été tués et 9 000 blessés pendant les hostilités¹⁶⁹. Les autorités israéliennes ont également démoli des bâtiments dans les territoires occupés de Jérusalem-Est, « privant plus d'un millier de Palestiniens de logement »¹⁷⁰.

Considération de crimes d'apartheid dans les territoires palestiniens occupés

¹⁶⁵ « United Arab Emirates: GCHR files complaint in France against Maj. Gen. Ahmed Naser Al-Raisi for torture of Ahmed Mansoor ? », GCHR, 12 juin 2021, <https://www.gc4hr.org/news/view/2752>

¹⁶⁶ Fédération Internationale pour les droits humains, « Ventes d'armes : France et Émirats arabes Unis, partenaires dans les crimes commis au Yémen ? », décembre 2021, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/arms781fr.pdf>

¹⁶⁷ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

Dans un rapport sur la colonisation israélienne publié le 1^{er} février 2022, Amnesty International dénonce le système de violations des droits humains des autorités israéliennes contre la population palestinienne. L'ONG internationale s'appuie sur différents faits (saisie de biens fonciers et immobiliers, homicides illégaux, transferts forcés, restrictions de déplacements et refus de nationalité et citoyenneté) pour appeler la Cour pénale internationale à considérer la qualification de crime d'apartheid dans son enquête sur les territoires palestiniens occupés¹⁷¹.

La question sur la politique de colonisation israélienne présente au Parlement wallon

Le 17 janvier 2022, lors d'une question sur « *la volonté d'Israël d'intensifier sa politique de colonisation* », la députée du Parlement wallon Hélène Ryckmans a demandé au Ministre-Président s'il était prêt à mettre le conflit israélo-palestinien à l'ordre du jour à la Conférence interministérielle politique étrangère (CIPE). La députée a également demandé comment la motion adoptée par le Parlement le 9 juin 2021, rappelant l'opposition à la politique israélienne d'occupation des territoires palestiniens, sera portée par le Ministre-Président. Répondant au nom de celui-ci, le ministre Christophe Collignon a admis le manque de respect du droit international par Israël et a affirmé que le Ministre-Président réfléchira « *dans les prochaines semaines, en collaboration avec Wallonie-Bruxelles International, à la mise en place de nouveaux projets d'appui en faveur de la population palestinienne* »¹⁷². Les ministres des Affaires étrangères de France, Allemagne, Italie et Espagne ont quant à eux appelé les autorités israéliennes à arrêter la construction de nouveaux logements à Jérusalem-Est, affirmant que cela nuisait à l'élaboration d'une solution à deux États¹⁷³.

Indonésie

Bilan des droits humains en 2021

Amnesty International a publié, le 29 mars 2022, son rapport annuel sur l'état des droits humains dans le monde au cours de l'année 2021¹⁷⁴. Dans ce dernier, l'organisation fait état de formes d'abus toujours présents de la part du gouvernement indonésien. Ceux-ci concernent notamment des restrictions en matière de liberté d'expression, de liberté d'association et le recours excessif à la force.

Conflit séparatiste dans la province indonésienne de Papouasie

L'Indonésie est également secouée par le conflit opposant Jakarta aux rebelles séparatistes dans la province indonésienne de Papouasie depuis 1969¹⁷⁵. Les affrontements entre les groupes rebelles et les forces de l'ordre indonésiennes se sont faits nombreux durant

¹⁷¹ Amnesty International, « L'apartheid d'Israël contre la population palestinienne : un système cruel de domination et de crime contre l'humanité », 1^{er} février 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/02/israels-apartheid-against-palestinians-a-cruel-system-of-dominion-and-a-crime-against-humanity/>

¹⁷² Séance publique de commission, Commission des affaires générales et des relations internationales, « La volonté d'Israël d'intensifier sa politique de colonisation », 17 janvier 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRAC/crac97.pdf

¹⁷³ « European countries urge Israel to stop construction in East Jerusalem », Euractiv, 20 janvier 2022, <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/european-countries-urge-israel-to-stop-construction-in-east-jerusalem/>

¹⁷⁴ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁷⁵ Ronna Nirmala et Tria Dianti, « Indonesia Classifies Papuan Rebels as Terrorist Group », Benar News, 29 avril 2021, <https://www.benarnews.org/english/news/indonesian/id-papua-terrorism-04292021152016.html>

l'année 2021 et 2022 faisant des morts dans le même temps¹⁷⁶. Dans le cadre de ce conflit, le président indonésien Joko Widodo a été accusé, en octobre 2021, de violations des droits humains et de violences policières par le coordinateur adjoint de la Commission indonésienne pour les disparus et les victimes de violence, Kivanlee Anandar¹⁷⁷. Le président indonésien a notamment été critiqué pour son approche trop agressive vis à — vis du conflit et de manifestations pacifistes.

Mexique

Bilan des droits humains en 2021

Le rapport annuel d'Amnesty International sur l'état des droits humains dans le monde souligne que le recours à la force était toujours largement visible dans le pays durant en 2021, notamment durant des opérations de maintien de l'ordre et durant les manifestations¹⁷⁸. Le rapport recense également des cas d'abus et de non-respect des droits humains, notamment dans le cadre de détentions arbitraires. Veronica Razo Casales, maintenue en détention depuis 2011 et déclarée coupable par un juge fédéral en décembre 2021 avait notamment été torturée et violé par des agents de la police fédérale¹⁷⁹.

Intensification du phénomène de militarisation au Mexique

D'après une note d'analyse du GRIP, le Mexique souffre d'une situation sécuritaire instable depuis la moitié des années 2000 en raison de l'essor de l'économie de la drogue, ce qui a favorisé un retour contesté de l'armée dans la vie publique et politique du pays¹⁸⁰. À son arrivée au pouvoir en 2018, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a été confronté à l'ampleur de la violence structurelle au niveau national, rendant impossible le retrait des forces armées des rues mexicaines, comme initialement promis lors de sa campagne électorale. Ainsi, au cours des trois premières années de son mandat, il s'est appuyé sur les éléments de l'armée non seulement pour gérer la sécurité publique, mais aussi pour accomplir des tâches normalement effectuées par des institutions ou des entreprises civiles¹⁸¹.

Selon les chercheurs du GRIP, la tendance à recourir aux forces armées peut devenir une menace pour l'équilibre démocratique du pays. De plus, le manque de personnel formé à la gestion du volet judiciaire de la sécurité publique conduit à la persistance de l'impunité dans les cas de violations des droits humains commis par les membres des forces armées¹⁸².

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Konradus Epa, «Widodo criticized for rights violations in Indonesia», UCA News, 21 octobre 2021, <https://www.ucanews.com/news/widodo-criticized-for-rights-violations-in-indonesia/94647>

¹⁷⁸ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ Maria Camello, Michel Luntumbue, « Influence croissante de l'armée au Mexique : quels risques pour la démocratie ? », GRIP, 22 avril 2022, <https://grip.org/influence-croissante-de-larmee-au-mexique-quels-risques-pour-la-democratie/>

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *Ibid.*

Thaïlande

Bilan des droits humains en 2021

Le rapport annuel d'Amnesty International sur l'état des droits humains dans le monde souligne que des manquements en termes de droits humains, de liberté d'expression ont été recensés en 2021 dans le pays¹⁸³. Durant l'année prise en compte par le rapport, 545 manifestations se sont tenues à différents endroits du pays, notamment pour appeler à modifier la Constitution, à dissoudre le Parlement et à réformer la monarchie¹⁸⁴. Très souvent, la police a eu recours à une force excessive pour les dissoudre. Des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes ont été utilisées sans discernement et certains manifestants ont été frappés à coups de pied et de matraque¹⁸⁵. Des abus lors des arrestations ont également été dénoncés par le rapport d'Amnesty International.

Abus commis par les autorités thaïlandaises

De nombreux membres de la société civile thaïlandaise ont appelé, en juillet 2021, à la levée du décret d'urgence, mis en place il y a 16 ans par le gouvernement dans le but de lutter et contrôler les mouvements indépendantistes dans le sud du pays¹⁸⁶. Universitaires, experts juridiques et militants des droits humains soulignent en effet que cette loi serait utilisée de manière abusive puisqu'elle rend possible des pratiques telles que les raids, et le maintien en détention des suspects de manière arbitraire. Femmes et enfants seraient détenus dans des bases militaires sans accès à leurs proches ou à des avocats et 144 personnes auraient déclaré avoir été torturées par la police depuis 2010¹⁸⁷. À ce jour, il n'existe pas d'informations sur la levée dudit décret.

Colonel de la police thaïlandaise condamné pour meurtre

La police thaïlandaise a annoncé le 2 novembre 2021 qu'elle allait porter quatre chefs d'accusation, dont mort par torture, contre l'ancien colonel de police Thitisan Utthanaphon et six autres policiers, dans l'affaire de l'étouffement d'un suspect durant un interrogatoire¹⁸⁸. Il a été condamné coupable pour « meurtre suspect » le 8 juin 2022¹⁸⁹.

Turquie

Violations des droits humains par les autorités turques

¹⁸³ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ « Far South emergency 'must end' », Bangkok Post, 20 juillet 2021, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2151639/far-south-emergency-must-end>

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ Wilawan Watcharasakwet, « Thai Police Pursue Death-by-Torture Charge against 7 Cops », Benar News, novembre 2021, <https://www.benarnews.org/english/news/thai/torture-allegation-11022021153140.html>

¹⁸⁹ « Joe Ferrari : Ex-Thai police chief convicted of suspect killing », BBC News, 8 juin 2022, <https://www.bbc.com/news/world-asia-61728101>

Le Parlement européen a adopté un rapport critique envers la Turquie en mai 2021¹⁹⁰. Celui-ci mettait en lumière les conditions à respecter afin de conserver les relations, notamment douanières, avec la Turquie. Ces conditions concernent en priorité le respect des droits humains. Des violations récurrentes des droits humains par les autorités turques ont été mises en lumière par le rapport annuel sur les droits humains du Service européen pour l'action extérieure publié en juin 2021¹⁹¹. Ce dernier a révélé que des cas de mauvais traitements et de torture ont été signalés au cours de l'année 2020 et que les activités de la société civile se voient de plus en plus encadrées par le gouvernement turc.

Un rapport du Stockholm Center for Freedom, publié le 24 août 2021, a mis en lumière l'utilisation abusive d'Interpol par le gouvernement turc, notamment contre les opposants politiques¹⁹². La base de données sur les documents de voyage volés et perdus (SLLTD) aurait notamment été utilisée afin d'invalider les passeports d'opposants. Ces derniers auraient alors été arrêtés et/ou bloqués dans des aéroports internationaux, avant d'être libérés ou remis aux agents turcs puis emprisonnés par ceux-ci.

Selon un rapport de l'ONG britannique Statewatch, publié le 25 novembre 2021, des algorithmes ont été utilisés afin de persécuter les membres présumés du mouvement social musulman Gülen, considéré «terroriste» par le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdogan¹⁹³. Ainsi, plus de 13 000 militaires auraient été licenciés depuis juillet 2016 sur la base d'informations obtenues grâce à cet algorithme qui évaluait leurs liens potentiels avec le mouvement. Le rapport contient notamment de nombreux témoignages d'anciens officiers militaires qui soulignent l'application arbitraire de cet algorithme.

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a notifié la Turquie le 3 décembre 2021 de l'ouverture d'une procédure d'infraction pour non-respect de l'injonction émise par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de libérer le défenseur des droits humains Osman Kavala, emprisonné en Turquie depuis plus de quatre ans¹⁹⁴. Le 2 février 2022, le Comité des ministres a renvoyé l'affaire Kavala devant la CEDH pour qu'elle puisse déterminer si la Turquie a manqué à son obligation d'exécuter l'arrêt¹⁹⁵. Le 23 février, le CEDH a ouvert une procédure en manquement à l'encontre de la Turquie.

Amnesty International a souligné dans son rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde, publié le 29 mars 2022, que le pouvoir judiciaire turc n'a pas respecté les

¹⁹⁰ Parlement européen, «Rapports 2019-2020 de la Commission concernant la Turquie», 19 mai 2021, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0243_FR.pdf et Martin Banks, «European Parliament adopts highly critical report on Turkey», The Parliament Magazine, 20 mai 2021, <https://www.theparliamentmagazine.eu/news/article/european-parliament-adopts-highly-critical-report-on-turkey>

¹⁹¹ Service européen pour l'action extérieure, «EU Annual report on human rights and democracy in the world, 2020 country updates, juin 2021», https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/2020_eu_human_rights_and_democracy_country_reports.pdf

¹⁹² Stockholm Centre for Freedom, «Turkey's abuse of interpol : How Erdoğan Weaponized the International Criminal Police Organization for Transnational Repression », août 2021, https://usercontent.one/wp/stockholmcfr.org/wp-content/uploads/2021/08/SCF-Interpol-Abuse-Report_2021.pdf

¹⁹³ Emre Turkut et Ali Yildiz, «Algorithmic persecution in Turkey's post-coup crackdown: The FETÖ-Meter system», Statewatch, novembre 2021, <https://www.statewatch.org/media/2943/algorithmic-persecution-in-turkey-fetometer-report.pdf>

¹⁹⁴ Human Rights Watch, «Council of Europe Sanctions Turkey», 3 décembre 2021, <https://www.statewatch.org/media/2943/algorithmic-persecution-in-turkey-fetometer-report.pdf>

¹⁹⁵ Conseil de l'Europe Portail, «Réunion des Délégués des Ministres du 2 février 2022 », février 2022, <https://www.coe.int/fr/web/cm/-/meeting-of-the-ministers-deputies-on-2-february-2022>

principes garantissant l'équité des procès et les procédures régulières en 2021¹⁹⁶. Le rapport met également en lumière l'utilisation abusive de lois antiterroristes visant notamment des membres des partis politiques d'opposition et les déclarations hostiles envers les personnes appartenant à la communauté LGBTI, tenues par des membres du gouvernement.

Ukraine

Violations des droits humains en Ukraine avant le début de la guerre

Selon le rapport d'Amnesty International publié le 29 mars 2022, des violations des droits humains étaient déjà recensées en Ukraine en 2021, avant le début de la guerre¹⁹⁷. Le dossier présente des actes de tortures, mais également des violences touchant la population LGBTI, les journalistes et les défenseurs des droits humains. Le rapport fait aussi référence à des cas des violences policières, actes de torture et autres mauvais traitements de la part des autorités qui restent le plus souvent impunis. Durant l'année 2021, le Parquet général a ouvert 79 nouvelles informations pour fait de torture présumée et 1 918 pour abus d'autorité présumé de la part d'agents d'application des lois. 51 personnes ont été inculpées. La Cour européenne des droits de l'homme a statué en faveur des requérants dans 115 affaires concernant des actes de torture et de mauvais traitements dans le cadre de détention, mais aucune action n'a été mise en œuvre pour remédier aux problématiques constatées dans 71 de ces affaires — qui sont depuis suivies par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe¹⁹⁸.

Guerre en Ukraine : violations des droits humains et crimes de guerre

La Commissaire du Conseil de l'Europe pour les droits de l'Homme, Dunka Mijatovic, a dénoncé en mai 2022 des violations « vertigineuses » des droits humains et du droit international humanitaire par l'armée russe en Ukraine depuis le début de la guerre au mois de février¹⁹⁹. Les actes nommés comptent notamment les violences sexuelles, des actes de tortures et de mauvais traitements visant principalement des civils, des journalistes et fonctionnaires ukrainiens locaux.

Au cours de la session du 12 mai 2022, le Conseil a adopté une résolution visant à renforcer l'étude de la « *détérioration de la situation des droits de l'homme en Ukraine à la suite de l'agression russe* », qui demande notamment à la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine de mener une enquête sur les événements ayant pris place dans les régions de Kiev, Tchernigov, Kharkiv et Soumy à la fin du mois de février, ainsi qu'en mars 2022. Environ 1000 corps de civils ont été retrouvés dans la seule région de Kiev²⁰⁰.

¹⁹⁶ Amnesty International, « Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde », 29 mars 2022, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20220324_rapport_annuel_21_22.pdf

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ « En Ukraine, les violations des droits humains sont « vertigineuses » selon le Conseil de l'Europe », Ouest France, 7 mai 2022.

<https://www.ouest-france.fr/europe/ukraine/les-violations-des-droits-humains-sont-vertigineuses-en-ukraine-selon-le-conseil-de-l-europe-ae4178ae-cdfa-11ec-a6a8-aa0fbe61df0e>

²⁰⁰ Nations unies, « Les atrocités commises en Ukraine au centre d'une réunion du Conseil des droits de l'homme à Genève », ONU Info, 12 mai 2022, <https://news.un.org/fr/story/2022/05/1119902#:~:text=Un%20homme%20passe%20devant%20des%20b%C3%A2timents%20d%C3%A9truits%20%C3%A0%20Kharkiv%2C%20en%20Ukraine.&text=Le%20Conseil%20des%20droits%20de,l'Ukraine%20le%2024%20f%C3%A9vrier>.

Le 28 février 2022, Karim A.Khan, procureur de la Cour pénale internationale, a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la situation en Ukraine et les potentiels crimes de guerre à l'encontre de sa population civile²⁰¹. Le 23 mai, le premier soldat russe, Vadim Chichimarine (21 ans), a été jugé pour crime de guerre en Ukraine. Il a été reconnu coupable et condamné à la perpétuité. Il avait reconnu avoir abattu un civil de 62 ans croisé en voiture²⁰². Le parquet général d'Ukraine a déjà ouvert plus de 12 000 enquêtes pour crimes de guerre²⁰³.

²⁰¹ Cour pénale internationale, « Statement of ICC Prosecutor, Karim A.A.Khan on the situation in Ukraine », Déclaration officielle, 28 février 2022,

<https://www.icc-cpi.int/news/statement-icc-prosecutor-karim-aa-khan-qa-situation-ukraine-i-have-decided-proceed-opening>

²⁰² « Le soldat russe jugé en Ukraine pour crime de guerre demande pardon à la veuve du civil qu'il a tué », L'Obs, 19 mai 2022,

<https://www.nouvelobs.com/guerre-en-ukraine/20220519.OBS58662/en-ukraine-le-soldat-russe-juge-pour-crime-de-guerre-demande-pardon-a-la-veuve-du-civil-qu-il-a-tue.html>

²⁰³ *Ibid.*